



Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXXIII
Numéro 17
14 mai 2007

Pilules et polluants : méchants mélanges?

Marie-Claude Bourdon

Le simple fait de prendre une aspirine, un antibiotique ou un médicament pour l'asthme peut-il multiplier l'effet de certains polluants? C'est ce que tente de savoir Sami Haddad, un jeune professeur du Département des sciences biologiques qui mène un projet de recherche sur les interactions entre les médicaments et différents contaminants présents dans l'environnement, notamment dans l'eau potable. «L'être humain, comme tout autre organisme vivant, est exposé à une multitude de composés simultanément, explique le professeur. Certaines substances peuvent agir sur d'autres de façon à augmenter leur toxicité.»

Chercheur boursier junior du Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ), Sami Haddad s'intéresse dans un premier temps à trois substances connues pour leurs effets néfastes. Parmi celles-ci, le bisphénol A et le nonylphénol sont des perturbateurs endocriniens, des substances qui imitent les effets des hormones et qui peuvent affecter le développement, la reproduction et qui pourraient même favoriser la formation du cancer du sein. Ces composés, utilisés dans plusieurs procédés industriels, se retrouvent en quantité dans les plastiques, les cosmétiques et les détergents, mais aussi dans les aliments et dans l'eau. Ils sont très répandus. «On trouve des traces de bisphénol A et de nonylphénol dans l'urine de 50 % de la population», mentionne le professeur.

Des effets cancérogènes

La troisième substance qui a retenu son attention, le trichloroéthylène, est un composé organique volatil présent dans de nombreux solvants. On le retrouve fréquemment en milieu industriel et il contamine l'eau potable à plusieurs endroits en Amérique du Nord. «Il a des effets cancérogènes, notamment sur le rein et le foie, et il aurait aussi un impact sur la reproduction mâle. Dans ce dernier cas, toutefois, son mode d'action n'a pas encore tout à fait été mis en évidence», précise le chercheur.

Les expériences menées par Sami Haddad et ses étudiants consistent à faire interagir ces contaminants avec 14 médicaments d'usage courant – des antibiotiques, des anti-convulsifs,



Photo : Michel Giroux

Sami Haddad, professeur au Département des sciences biologiques, s'intéresse aux impacts de la consommation de médicaments sur les risques toxicologiques des polluants chimiques.

des antihistaminiques, des antiulcéreux, des anti-inflammatoires, dont certains en vente libre – et à observer, en éprouvette, leurs effets sur la transformation des polluants par des cellules extraites de foies de rats. Par exemple, «on a observé qu'un médicament inhibe la transformation du nonylphénol en son métabolite non toxique, ce qui pourrait contribuer, évidemment, à hausser la toxicité du produit.»

Cette première étape de la recherche consiste à identifier les interactions potentiellement dangereuses. La seconde étape consistera à décrire ces interactions *in vitro* à l'aide de paramètres mathématiques. «Une fois ces paramètres obtenus, on pourra les intégrer à un modèle qu'on va construire et grâce auquel il sera pos-

sible de prédire l'impact des interactions sur un organe cible», explique le professeur. Le modèle sera validé en

comparant ses prédictions avec des valeurs expérimentales obtenues chez le rat. Comme il est difficile, souvent même impossible, en toxicologie, de tester ses hypothèses sur des sujets humains, l'intérêt d'un tel outil est évident.

Spécialité : modèles mathématiques complexes

Les modèles mathématiques, comme les interactions, sont la spécialité de Sami Haddad, qui dirige plusieurs projets de recherche dans ce domaine. Ainsi, une de ses étudiantes cherche à simplifier la méthode grâce à laquelle on peut caractériser les interactions binaires existant au sein de mélanges complexes (composés de plusieurs substances). Un autre étudiant tente de développer un modèle mathématique pour mieux tenir compte de la variabilité interindividuelle en pharmacocinétique. «Les données pharmacocinétiques concernent la façon dont la substance se rend du site d'absorption à l'organe cible et la vitesse à laquelle elle est éliminée, précise le chercheur. Elles permettent de prédire les différentes concentrations qu'on pourra retrouver dans l'organisme à différents intervalles après l'absorption.»

Pour l'instant, on ignore pratiquement tout des interactions entre les médicaments et les polluants. Impossible, donc, de faire des mises en garde sur les étiquettes des médicaments. «En pharmacologie, on s'intéresse beaucoup aux interactions médicamenteuses, dit le chercheur. Dans le domaine environnemental, on s'intéresse de plus en plus à la toxicité

des mélanges de polluants. Mais il y a vraiment très peu d'études qui se penchent sur les interactions entre polluants et médicaments. Pourtant, les doses de médicaments que les gens consomment – dans certains cas quotidiennement –, sont élevées en comparaison des concentrations de polluants auxquels ils sont exposés. Les chances d'interaction sont donc plus grandes.»

Après un doctorat en santé environnementale sur la modélisation des interactions dans les mélanges de polluants, Sami Haddad a été recruté par la compagnie pharmaceutique Hoffmann-La Roche, à Bâle, en Suisse, où il s'est intéressé aux interactions médicamenteuses. C'est en combinant ces deux intérêts de recherche qu'il a conçu le projet novateur auquel il se consacre maintenant.

En plus de sa subvention du FRSQ, Sami Haddad reçoit des fonds du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) du Canada et, conjointement avec le professeur du Département de chimie Daniel Chapdelaine, il bénéficie d'une subvention du Fonds canadien pour l'innovation de 1,2 million de dollars pour mettre sur pied un laboratoire en bioanalytique. «On disposera entre autres d'instruments de spectrométrie de masse qui permettront de mesurer avec plus d'exactitude les substances et leurs métabolites dans les tissus ou le sang», rapporte le jeune chercheur avec enthousiasme.

La campagne majeure a franchi le cap des 60 M \$

Les sommes amassées dans le cadre de la campagne *Prenez position pour l'UQAM* s'élèvent maintenant à plus de 60 millions \$, ce qui représente 10 millions de plus que l'objectif initial. Pour la directrice générale de la Fondation de l'UQAM, Mme Diane Veilleux, l'appui des membres de la collectivité universitaire est un des éléments qui a conduit à ce succès éclatant : «Je remercie les membres de la collectivité universitaire pour leur solidarité envers la relève. En partici-

pant en aussi grand nombre, ils ont démontré qu'ils avaient le développement de l'Université à cœur.»

Les dons reçus serviront exclusivement à financer des projets de recherche et de formation et à augmenter l'offre de bourses. Les effets de la campagne majeure se font déjà sentir. Depuis 2002, environ 60 nouveaux projets ont vu le jour. De plus, la valeur des bourses offertes annuellement par la Fondation de l'UQAM est passée de 458 730 \$ à plus de 1,3 million \$.



Photo : Nathalie St-Pierre

Diane Veilleux

L'UQAM décernera cinq distinctions honorifiques

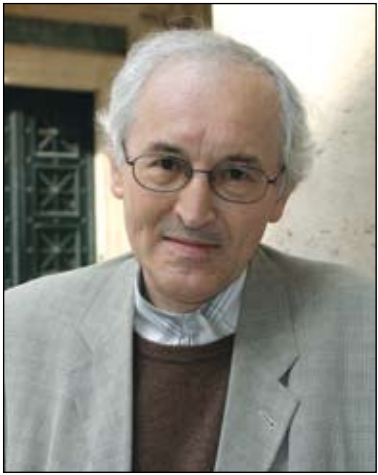


Photo : P. Imbert, Collège de France
Jacques Bouveresse, professeur de philosophie au Collège de France.

Quatre doctorats *honoris causa* seront décernés par l’UQAM en mai et juin. Le premier à recevoir cet honneur, le 15 mai, sera Jacques Bouveresse, professeur de philosophie au Collège de France. La Faculté des sciences humaines de l’UQAM souhaite souligner la rigueur de l’œuvre philosophique du professeur Bouveresse et son importance dans l’univers de la philosophie de langue française.

L’École des sciences de la gestion

souignera pour sa part, le 17 mai, la carrière exceptionnelle ainsi que l’implication dans de nombreux projets philanthropiques et l’engagement soutenu auprès de notre université de Réal Raymond, président et chef de la direction de la Banque Nationale.

Le 8 juin, ce sera au tour du maître incontesté de la conception de costumes au Québec, François Barbeau, de recevoir un doctorat honorifique de la Faculté des arts afin de souligner son apport exceptionnel au développement de sa discipline et à l’enrichissement des arts de la scène au Québec.

La Faculté de science politique et de droit remettra également un doctorat *honoris causa*, le 9 juin, à Juan E. Méndez, pour son courage et sa détermination dans sa lutte pour la défense des droits et libertés de la personne. M. Méndez est conseiller spécial pour la prévention du génocide auprès du secrétaire général des Nations Unies.

Une reconnaissance de mérite scientifique sera également décernée par la Faculté de communication à Alex Mucchielli, le 17 juin prochain, lors de la collation des grades.

Trois prix du CCAE pour l'UQAM



Photo : Denis Bernier

Les artisans de la vidéo réalisée à l’occasion de la soirée du 2 novembre dernier, à la salle Pierre-Mercure. De gauche à droite : Bernard Bouchard, réalisateur embauché par le SAV; Diane Veilleux, directrice générale de la Fondation de l’UQAM; Sylvain Arsenault, technicien en production; Francine Jacques, directrice de la Division des relations avec la presse et événements spéciaux; Marcel Pilote, technicien en production; et Claire Bouchard, conseillère en relations de presse.

Le Conseil canadien pour l’avancement en éducation (CCAЕ) a dévoilé récemment les lauréats de ses Prix d’Excellence 2007. L’UQAM y fait bonne figure, récoltant trois honneurs : un prix OR et deux prix ARGENT. Les lauréats recevront leurs prix lors du congrès annuel du CCAЕ, du 2 au 5 juin prochain, à Charlottetown.

Chaque année, le programme des Prix d’Excellence du CCAЕ couronne des réalisations remarquables dans les domaines des relations avec les diplômés, des affaires publiques, du développement, du recrutement étudiant et de l’avancement institution-

nel en général.

La directrice de la Division des relations avec la presse et événements spéciaux du Service des communications, Francine Jacques, recevra au nom de son équipe le prix OR dans la catégorie «meilleur programme de reconnaissance des donateurs ou des bénévoles», pour la soirée organisée à la salle Pierre-Mercure, le 2 novembre dernier, qui soulignait la contribution des donateurs de la Fondation de l’UQAM. Mme Jacques tient à souligner le travail de collaboration entre son équipe, la Fondation de l’UQAM et le Service de l’audiovisuel (SAV) pour cet honneur, en particulier l’ex-

cellente vidéo réalisée pour l’occasion par Bernard Bouchard, pigiste embauché par le Service de l’audiovisuel, et Claire Bouchard, conseillère en relations de presse.

Un prix ARGENT récompensera également le portail Web de l’UQAM, sous la direction de Nathalie Benoit, directrice de la Division de la promotion institutionnelle du Service des communications. Sylvain Bédard, agent d’information, et Gwenaél Bélanger, concepteur graphiste au SAV, recevront le prix pour la «meilleure page d’accueil institutionnelle sur le Web». Un autre prix ARGENT a été remporté par Jenny Desrochers, conseillère en relations de presse, pour le «meilleur communiqué de langue française». Félicitations aux récipiendaires!

ZOOM

Les prix de l’IRÉC

Un professeur et trois finissants de l’UQAM ont remporté quatre des six prix décernés par l’Institut de recherche en économique contemporaine (IRÉC) pour la qualité de leur mémoire ou de leur thèse. La cérémonie a eu lieu à la Grande Bibliothèque, le 2 mai dernier. **Christian Jetté**, diplômé du doctorat en sociologie, a remporté le prix de la meilleure thèse (10 000 \$), tandis que **Grégory Vanel**, diplômé du doctorat en économique, et **Éric Pineault**, diplômé du doctorat en sociologie et professeur au Département de sociologie, ont récolté des mentions d’honneur (3 000 \$). **Kais Bouslah**, doctorant en administration et chercheur à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, a également récolté une mention d’honneur (2 000 \$) pour son mémoire au MBA-Recherche.

Prix d’excellence du Doyen

Quatre étudiants de la Faculté de science politique et de droit se sont mérités un Prix d’excellence du Doyen, le 1^{er} mai dernier. **Elsa Acem** et **Olivier Barsalou**, étudiants à la maîtrise en droit, ainsi que **Julie Auger** et **Anne Plourde**, étudiantes à la maîtrise en science politique, ont reçu du doyen René Côté un prix de 1 000 \$. Lors de la remise des prix, les étudiants ont exposé les grandes lignes de leur projet de mémoire de maîtrise. Cette distinction était accompagnée d’une invitation au Gala Reconnaissance du 9 mai dernier, où les lauréats ont pu rencontrer M^e Guy Cournoyer, procureur de la Commission Gomery et récipiendaire du Prix Reconnaissance UQAM 2007.

Bourse Fullbright Canada / États-Unis

Gilbert Gagné, professeur agrégé au Département des études politiques de l’Université Bishop’s à Sherbrooke et professeur associé au Département de science politique de l’UQAM, directeur du Groupe de recherche sur l’intégration continentale du CEIM, et membre associé de l’Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, est récipiendaire d’une Bourse Fulbright du programme Fulbright Canada / États-Unis. Au cours de son année sabbatique en 2007-2008, le professeur Gagné sera titulaire de la *Visiting Chair in Canadian Studies* de l’Université Duke. Il y enseignera un cours de premier cycle et y poursuivra ses recherches relatives au différend canado-américain sur le bois d’oeuvre.

La bourse Oliver-Jones Spectra

L’équipe Spectra encourage depuis onze ans les étudiants inscrits en interprétation de la musique populaire en décernant la bourse Oliver-Jones. Les lauréats de cette année, **Alexandre Bonneau** et **Luc Catellier**, se sont distingués par l’excellence de leur dossier universitaire et par la qualité de leur production. Ils recevront chacun une bourse de 2 500 \$.

Colloque international

Nouvelles pratiques de la parole

De grands noms de la littérature et des arts visuels se réuniront à Montréal, du 17 au 19 mai prochain, pour une série d’activités dans le cadre du colloque international intitulé *La vue et la voix. Le partage du sensible dans les arts du langage et la vue commune*. Organisé par la Chaire de recherche du Canada en esthétique et poétique, dont le titulaire est le professeur Pierre Ouellet du Département d’études littéraires, cet événement se déroulera les 17 et 18 mai à la Maison Ludger-Duvernay (82, rue Sherbrooke Ouest), et le 19 mai à la salle D-R200 du pavillon Athanase-David de l’UQAM.

Le colloque rassemblera des écrivains, des philosophes, des critiques et des chercheurs du Québec, de Belgique, de France et du Japon. Parmi eux, signalons la présence de Philippe Beck, François Bizet, Paul Chamberland, Martine Delvaux et Antoine Volodine. Leurs réflexions et

leurs échanges porteront sur les nouvelles combinaisons de la vue et de la voix, en tant que modes de perception et d’expression, dans les arts du langage. Ils interrogeront notamment les nouvelles pratiques de la parole, du roman à la poésie et du drame au chant, qui suscitent un autre partage du sensible, un autre espace public.

L’événement donnera lieu aussi à une séance de lecture publique, le 18 mai, et au lancement de plusieurs ouvrages : *Outland, Poétiques et politiques de l’extériorité* et *Déposition* de Pierre Ouellet; *Puissance du verbe. Écriture et chamanisme* sous la direction de Pierre Ouellet et Guillaume Asselin; *Quel autre? L’altérité en question* sous la direction de Pierre Ouellet et Simon Harel (Département d’études littéraires).

Pour plus de renseignements : www.esthetiqueetpoetique.uqam.ca ou composez le 514-987-3000, poste 1578.

L’UQAM

Le journal *L’UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l’information.

Directeur des communications
Daniel Hébert

Directrice du journal
Angèle Dufresne

Rédaction
Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Etienne Caza, Dominique Forget, Claude Gauvreau

Photos
Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique
Jean Gladu, designer

Graphisme
Geneviève Ouellet

Infographie
André Gerbeau

Publicité
Isabelle Bérard
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 300

Impression
Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal
Pavillon Berri, local WB-5300
Téléphone : (514) 987-6177 • Télécopieur : (514) 987-0306

Adresse courriel
journal.uqam@uqam.ca

Versión Web du journal
www.journal.uqam.ca/

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de *L’UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQÀM

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

Un appel à prendre les clés de la ville!

Claude Gauvreau

Déménagement du Casino, construction de pavillons et de centres hospitaliers universitaires, création d’un quartier des spectacles... les grands projets d’aménagement publics et privés à Montréal se multiplient. Mais ces projets, qui visent à rendre la Métropole plus compétitive et plus attrayante pour les investisseurs, ne font pas tous l’unanimité et soulèvent des questions concernant leur impact sur les conditions de vie des Montréalais. «On peut s’interroger également sur le rôle accordé aux citoyens dans leur planification et leur mise en œuvre», souligne Anne Latendresse, professeure au Département de géographie.

Avec le Service aux collectivités de l’UQAM, Mme Latendresse compte parmi les principaux organisateurs du quatrième Sommet citoyen de Montréal qui, les 1^{er}, 2 et 3 juin prochain, rassemblera plus de 500 personnes de différents horizons: élus, professionnels des services municipaux, membres d’organismes communautaires et simples citoyens. Cette initiative s’inscrit dans la foulée des trois autres sommets, tenus entre 2001 et 2004, qui ont mené à l’adoption de la Charte montréalaise des droits et responsabilités – une première en Amérique du Nord – à celle d’un agenda citoyen, et à l’expérimentation d’un budget participatif dans l’arrondissement du



Photo : Denis Bernier

Anne Latendresse, professeure au Département de géographie, participe à l’organisation du quatrième Sommet citoyen de Montréal.

Plateau Mont-Royal.

«L’objectif du sommet, qui se déroulera à l’UQAM, est de promouvoir des expériences innovatrices en matière de développement, d’aménagement, d’environnement et de démocratie participative, dont Montréal peut s’inspirer», précise Mme Latendresse.

Le droit à la ville

Le droit à la ville, thème central du sommet, signifie que les citoyens doivent s’approprier la ville et ses quar-

tiers. La professeure tient d’ailleurs à rappeler les initiatives prises par le milieu communautaire, au cours des années 80, pour contrer certains effets néfastes de la mondialisation: dévitalisation d’anciens quartiers industriels, délocalisation des activités économiques, fermetures d’usines et appauvrissement de certaines couches de la population. Aujourd’hui, d’autres problèmes se sont ajoutés comme celui du manque de ressources qui freine le développement de la

métropole, poursuit Mme Latendresse. «C’est pourquoi Montréal, comme d’autres municipalités québécoises et canadiennes, réclame des autorités gouvernementales un pacte fiscal lui permettant de développer de nouvelles sources de revenus.»

Les Montréalais ne sont pas contre le développement urbain et économique, mais ils veulent avoir leur mot à dire dans le choix des stratégies et sur la meilleure façon de faire converger développement économique et qualité de l’environnement, affirme Mme Latendresse. Depuis quelques années, Montréal s’est dotée d’outils pour favoriser la participation citoyenne et la consultation publique (Office de consultation publique, Conseil des Montréalaises, Conseil interculturel, Conseil des jeunes, Conseil du patrimoine, etc.). Elle a aussi décentralisé le pouvoir vers les arrondissements qui disposent désormais de budgets en matière de services, d’infrastructures et de logements sociaux.

Cette décentralisation, toutefois, a renforcé le pouvoir des élus locaux et pas celui des citoyens, soutient Mme Latendresse. «Les élus recueillent les avis et prennent les décisions, mais aucun mécanisme d’imputabilité n’est prévu pour qu’ils les justifient. Les formes de participation classique sont de plus en plus boudées par les citoyens.

Aux dernières élections municipales, le taux de participation a atteint 35 %, le plus faible dans l’histoire de Montréal. Et dans certains arrondissements regroupant 100 000 personnes, 30 à 60 citoyens assistent aux réunions de leur conseil.»

Pour une démocratie participative

Selon la chercheuse, il faut se tourner du côté de la démocratie participative et les expériences du Brésil en cette matière peuvent servir d’exemple. «Le budget participatif de Porto Alegre permet aux habitants de la ville de se prononcer sur les priorités de leur municipalité en matière d’investissements, orientant ainsi les choix concernant la planification urbaine.» Dans certains quartiers, les gens discutent de la création d’infrastructures ou encore d’espaces verts. On a aussi organisé des forums thématiques où les citoyens se penchent sur les questions d’aménagement, de santé et d’environnement. À la fin du processus, qui s’étale sur un an, des représentants de l’ensemble des quartiers débattent avec des experts d’un plan d’investissement qui se traduit par l’adoption d’un budget municipal. «C’est la jonction de la démocratie participative et de la démocratie représentative», dit Mme Latendresse.

À Ottawa et à Guelph, les conseils municipaux ont amorcé des démarches pour mettre en place un budget participatif, tandis qu’à Toronto le même processus est en cours dans le domaine de l’habitation. À Montréal, le Plateau Mont-Royal est devenu le premier arrondissement à avoir adopté cette approche dans le cadre de son programme triennal d’immobilisations auquel est consacré 10 % du budget global.

Les citoyens connaissent les problèmes et ont des idées de solutions, souvent simples et peu coûteuses, affirme Anne Latendresse. «Quand le savoir populaire rencontre le savoir des experts, on parvient à trouver des solutions innovantes. Le sommet sera un appel à la créativité, une invitation à prendre les clés de la ville!»

Pour consulter le programme complet du sommet: www.4sc.ecologieurbaine.net .

Le Défi Biotech sanofi-aventis couronne sa championne 2007



Photo : Michel Giroux

Lia D’abate, étudiante de secondaire 4 à The Sacred Heart School de Montréal, a remporté le premier prix de la catégorie senior lors de la 11^e édition du Défi Biotech sanofi-aventis, présenté au Complexe des sciences Pierre-Dansereau les 1^{er} et 2 mai dernier.

Son projet, intitulé *Investigating the Potential Role of Cardiovascular Risk Factors on Vacular Tissue Repair by Mesenchymal Stem Cells*, a impressionné les juges tant par la qualité de sa recherche que par sa rigueur scientifique. L’étudiante a mérité une

bourse de 1 500 \$ en plus de participer à la finale canadienne du Défi Biotech sanofi-aventis, le 10 mai dernier. Afin de souligner l’importance qu’elle accorde à la relève en sciences, l’UQAM a décerné à la gagnante une bourse d’exemption des droits de scolarité pour des études de baccalauréat à l’Université.

Une trentaine de jeunes scientifiques du secondaire et du collégial de la grande région métropolitaine se sont inscrits à la compétition portant sur la biotechnologie. Près de 300 élèves des écoles secondaires environnantes ont

participé à l’événement afin de discuter avec les jeunes chercheurs, de rencontrer des étudiants en biologie et d’assister à des conférences données par des professeurs de l’UQAM. L’événement était organisé par BIOQuébec et l’UQAM. Sur la photo, on aperçoit M. Jason Locklin, directeur des relations gouvernementales et affaires publiques chez Sanofi-pasteur, la gagnante Lia D’abate et M. Pierre Leroux, vice-doyen à la recherche de la Faculté des sciences.

Hommage aux bâtisseurs de Montréal

- À l’ouverture du quatrième Sommet citoyen de Montréal, des acteurs et des témoins des luttes urbaines menées au cours des 40 dernières années raconteront les moments forts des mobilisations collectives pour bâtir Montréal et ses quartiers;
- Le sommet réunira des intervenants de plusieurs villes du Québec, du Canada, d’Amérique latine et d’Europe, ainsi que des membres de divers organismes associés à l’organisation de l’événement: Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ), Conseil central de Montréal de la CSN, Conseil régional de l’environnement de Montréal, Corporations de développement économique communautaire de Montréal (Inter-CDÉC), Héritage Montréal, Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), etc.;
- La chercheuse de renommée internationale Saskia Sassen, professeure à l’Université de Chicago et à la London School of Economics, donnera une conférence sur la transformation des métropoles dans le contexte de la globalisation.

Un rapport qui pourrait avoir le bras long

Claude Gauvreau

La principale recommandation d'un rapport publié récemment exige d'Ottawa des normes de responsabilité sociale que les entreprises minières canadiennes dans les pays en développement devront respecter. Ce rapport a été produit par un comité consultatif composé de représentants de l'industrie minière (Association minière du Canada, Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs) et d'organisations de la société civile (syndicats, groupes environnementaux, universités, etc.).

Rappelons que la création de ce comité et l'organisation de tables rondes nationales – qu'il chapeautait – sur la responsabilité sociale des entreprises minières, pétrolières et gazières du Canada répondaient aux vœux d'un rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce in-

ternational, déposé en 2005. L'objectif de ce processus de consultation étant d'élaborer un cadre de bonne conduite pour les sociétés canadiennes.

Les société minières canadiennes participent à plus de 8 000 projets dans une centaine de pays à travers le monde, en particulier ceux en développement. Elles sont également responsables de 12 % de tous les investissements directs du Canada à l'étranger. En Afrique seulement, leurs investissements atteignaient 6 milliards \$ en 2005 et pourraient plus que doubler d'ici 2010. Mais les agissements de certaines d'entre elles au chapitre du respect des droits de la personne et des normes environnementales ont entaché la réputation de l'ensemble de l'industrie canadienne et conduit à la création du comité consultatif.

Un des membres de ce comité était la professeure Bonnie Campbell, titulaire de la Chaire C.-A. Poissant de re-

cherche sur la gouvernance et l'aide au développement et directrice du Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA). Mme Campbell a joué un rôle essentiel dans la préparation du rapport du comité, en s'assurant que les enjeux de développement des pays riches en ressources naturelles soient inclus dans la réflexion plus globale sur les impacts des activités des compagnies canadiennes dans les pays concernés.

Des normes réalistes

Au cours des 20 dernières années, de fortes pressions ont été exercées par les grandes organisations internationales (FMI, Banque mondiale) pour que les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine libéralisent leur économie dans le but d'attirer les investissements d'entreprises étrangères, rappelle Mme Campbell. «Mais les conditions pour que ces entreprises respectent

des normes environnementales étaient souvent inexistantes. Dans plusieurs cas, les impacts ont été néfastes : fuites de substances toxiques, déplacements forcés de populations, etc.»

Selon la chercheuse, le rapport du comité consultatif sur la responsabilité sociale des entreprises est particulièrement novateur parce qu'il a réussi à rallier autour d'un consensus des groupes dont les intérêts sont souvent divergents. «L'industrie a été réceptive parce qu'il y a de plus en plus de cas connus qui ternissent l'image du Canada à l'étranger», dit-elle.

Chacun au sein du comité a vu l'intérêt de proposer des normes réalistes en matière de responsabilité sociale, souligne Mme Campbell. «Ces normes s'inspirent de celles de l'OCDE et de la Société financière internationale qui traitent, entre autres, de l'impact environnemental des activités des entreprises et de leur transparence.»

Le rapport recommande également la création d'un ombudsman indépendant pouvant faire enquête et rapport sur les plaintes concernant les activités des compagnies. Celles qui ne respecteraient pas les normes de responsabilité sociale perdraient plusieurs privilèges accordés par le gouvernement fédéral, notamment l'aide à l'investissement d'Exportation et Développement Canada (EDC), les déductions fiscales pour les entreprises payant des impôts à l'étranger et l'appui diplomatique fourni par les consulats canadiens. En outre, le rapport propose l'adoption volontaire de la *Global Reporting Initiative* (GRI) qui comprend des normes précises sur la reddition de comptes en matière de développement durable.

Contribuer au développement local

Il est indispensable, par ailleurs, que les investissements des entreprises s'insèrent dans les stratégies de développement local des pays du Sud, ajoute Mme Campbell. «Au-delà de leur bonne conduite, les entreprises canadiennes peuvent contribuer à un développement économique et social



Photo : Denis Bernier

Bonnie Campbell, professeure au Département de science politique, est titulaire de la Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement et directrice du Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA).

qui profite à l'ensemble de la population. Le gouvernement canadien, pour sa part, peut soutenir les États fragiles qui font face à la corruption et à un contexte de violence politique en les aidant à se doter de cadres réglementaires et à renforcer leur capacité de gouvernance et leur système judiciaire.»

Il faut s'assurer maintenant que les recommandations du rapport seront appliquées, affirme la professeure. «Jusqu'à présent, les réactions de l'industrie et des différents partis politiques sur la scène fédérale ont été fort positives. Il serait surprenant que le gouvernement actuel ne prenne pas au sérieux la position unanime du comité consultatif. Le président de l'Association minière du Canada a lui-même déclaré que les entreprises canadiennes qui veulent être socialement responsables ont besoin de l'appui du gouvernement fédéral.»

Chose certaine, conclut Mme Campbell, le processus de consultation aura aussi permis de rassembler une masse d'information précieuse sur les comportements exemplaires de certaines entreprises, ainsi que sur des normes de responsabilité sociale existant dans d'autres pays tels le Danemark, la Belgique et la Finlande, dont le Canada pourra s'inspirer ■

Management

Rencontre internationale à l'UQAM



Photo : Charles Audet

Bouchra M'Zali, professeure au Département de stratégie des affaires et présidente du comité organisateur.

Marie-Claude Bourdon

La 16^e conférence de l'Association internationale de management stratégique (AIMS) se tiendra à l'UQAM du 6 au 9 juin prochain. Plus de 250 tables rondes permettront aux théoriciens de discuter des enjeux de l'heure dans le domaine du management, mais aussi d'échanger avec les nombreux praticiens qui ont manifesté leur intention de participer à l'événement. «Même si le congrès réunit principalement des chercheurs, certains thèmes comme le développement durable et la responsabilité sociale attirent les praticiens, dit Bouchra M'Zali, professeure au Département de stratégie des affaires et présidente du comité organisateur. Nous nous attendons à battre un record en termes de participation.»

Parmi les autres thématiques qui seront abordées, les fusions et délocalisations d'entreprises continuent de

susciter l'intérêt, que ce soit sous l'angle des ressources humaines, du point de vue comptable ou financier. Les sujets liés à la gouvernance et à l'éthique sont aussi populaires, de même que ceux qui concernent le délicat dossier de l'intégration des valeurs, des identités et des cultures, y compris des cultures générationnelles.

«Un des buts du congrès de l'AIMS est de renforcer la formation des jeunes chercheurs et de leur donner un tremplin pour joindre un auditoire francophone, dit Bouchra M'Zali. Nous avons aussi travaillé à mettre en place une plate-forme de réseautage pour amener les gens qui s'intéressent aux mêmes problématiques à se rencontrer.» Les chercheurs viendront d'un peu partout – du Québec, de la France, mais aussi du Maghreb, des États-Unis et de l'Amérique Latine –, mais les présentations se feront en français.

L'événement est soutenu par l'Éco-

le des sciences de la gestion, le vice-décanat à la recherche, le vice-rectorat à la recherche, ainsi que par divers autres commanditaires, dont plusieurs chaires de recherche. Selon Bouchra M'Zali, le travail accompli par le comité d'organisation a été extraordinaire. Anne-Laure Saives, professeure au Département de management et technologie, et Pierre Cossette, professeur au Département d'organisation et ressources humaines, étaient coprésidents du comité scientifique, alors que Jean-Claude Forcuit et Jean Ducharme, professeurs au Département d'organisation et ressources humaines, se sont respectivement occupés de la logistique et du financement. «Un tel événement permet de positionner l'ESG sur la carte, souligne la présidente du comité organisateur. Cela donne une très grande visibilité.» ■

Le pavillon KI

Le Service des immeubles et de l'équipement de l'UQAM a jugé nécessaire de modifier l'identification de certains bâtiments du Complexe des sciences Pierre-Dansereau. Ainsi, à partir du 1er juin, l'édifice logeant la Bibliothèque des sciences devient

le pavillon KI. Son adresse civique demeure le 145, avenue du Président-Kennedy. Quant à l'édifice logeant l'Agora Hydro-Québec, il demeure le pavillon CO (Cœur des sciences), mais son adresse sera désormais le 175, avenue du Président-Kennedy.

Élections au SCCUQ

Les membres du syndicat des chargées et chargés de cours (SCCUQ) ont élu en assemblée générale les membres de leur comité exécutif qui les représenteront pour l'année 2007-2008 : Guy Dufresne, président; Jocelyn Chamard, vice-président à la convention collective; Langis Madgin, vice-président aux affaires universitaires; Lorraine Interlino, vice-présidente aux relations intersyndicales; Bernard Dansereau, vice-président à l'information; Hélène Bellay, secrétaire générale; Marie Bouvier, trésorière.

L'alcoolisme n'est pas une maladie

Marie-Claude Bourdon

Les alcooliques ont certainement un problème de dépendance, mais ils ne sont pas malades, affirme Amnon Jacob Suissa. Le professeur de l'École de travail social, qui vient de publier une édition revue et augmentée de son livre, *Pourquoi l'alcoolisme n'est pas une maladie* (Fides), accuse le modèle biomédical de l'alcoolisme de créer des conditions propices aux comportements de déresponsabilisation. «Les gens se disent victimes d'un processus – la maladie, la pathologie –, sur lequel ils n'ont pas d'emprise, dit le professeur. En d'autres mots, c'est la substance qui les contrôle. Ils sont les objets d'une substance qui devient sujet. Pour moi, cela n'a pas de sens.»

Thérapeute familial, Amnon Jacob Suissa a œuvré dans plusieurs milieux, y compris la Protection de la jeunesse, les centres de réadaptation, les CLSC, les organismes communautaires et les programmes de prévention des toxicomanies. C'est son expérience sur le terrain, mais aussi l'histoire d'un proche cousin, toxicomane réhabilité grâce au jogging et au yoga, qui l'ont amené à chercher ailleurs que dans le modèle biomédical une façon de comprendre le phénomène des dépendances.

«Le discours médical sur l'alcoolisme est très nord-américain», dit le professeur. Selon Amnon Jacob Suissa, il faut plutôt voir l'alcoolisme



Photo : Nathalie St-Pierre

Professeur à l'École de travail social, Amnon Jacob Suissa vient de publier une deuxième édition de son livre, *Pourquoi l'alcoolisme n'est pas une maladie*.

comme un phénomène multifactoriel. «Si plusieurs individus peuvent avoir en commun un problème de dépen-

dance, chaque trajectoire personnelle et chaque sortie du cycle de dépendance est différente, dit-il. Réduire

ce phénomène à une maladie, c'est un peu mettre en veilleuse les forces cachées des gens, de leurs proches et de leurs réseaux.»

Mouvements anonymes

Le professeur s'en prend tout particulièrement au discours des mouvements d'entraide anonymes, qui condamnent l'alcoolique à rester un alcoolique toute sa vie. «Quel type de citoyens produisons-nous quand nous mettons sur les gens une étiquette de malade à vie?» s'interroge le travailleur social. Selon lui, la médicalisation de l'alcoolisme est une modalité de contrôle social visant à produire «des citoyens dociles et utiles, comme dirait Foucault». Tout comme le sont les 12 étapes des mouvements anonymes, qui exigent de l'alcoolique qu'il reconnaisse son impuissance devant la substance et la toute-puissance d'un être supérieur.

«Quatre-vingt-quinze pour cent des gens développent des dépendances en réaction à des choses qui se passent dans leurs relations avec leur environnement, observe le professeur Suissa. L'alcoolisme, ce n'est pas un problème de substance. C'est un problème d'individu et de société. Mais cette interaction entre l'individu et l'environnement est évacuée dans le modèle médical.»

Le concept de maladie peut aider les personnes souffrant de dépendance à rechercher de l'aide et les Alcooliques Anonymes (AA) peuvent

fournir un espace de socialisation et de solidarité, convient Amnon Jacob Suissa. «Mais ce n'est pas parce qu'on est abstinent qu'on a réglé ses problèmes.»

Réduction des méfaits

Selon lui, d'autres groupes d'entraide, qui n'interdisent pas une consommation modérée, permettent de miser davantage sur les forces et les compétences de chaque individu, sans tomber dans un système de croyances auquel il faut adhérer sans réserve. Dans la nouvelle version de son livre, Amnon Jacob Suissa a d'ailleurs ajouté un chapitre sur la réduction des méfaits, une approche qui vise à diminuer les conséquences néfastes de la consommation sur la santé et la situation socio-économique des gens, sans exiger l'abstinence totale.

«Cette approche s'inscrit en faux, voire à l'opposé du discours de la maladie, explique le professeur. Au Centre Dollard-Cormier, où on l'a adoptée, l'abstinence n'est pas une condition au traitement. On essaie d'explorer les appuis que l'individu peut recevoir de ses proches et de son réseau, on cherche à voir comment on peut améliorer ses conditions personnelles, familiales et sociales. Les thérapies doivent s'intéresser aux problèmes qui étaient là avant le problème de dépendance.»

Gala des Prix Reconnaissance UQAM 2007



Photo : Denis Bernier

Au cours des quatre dernières parutions du journal, les lecteurs ont pu découvrir le parcours exceptionnel des huit diplômés de l'UQAM et de la TÉLUQ récipiendaires des Prix Reconnaissance UQAM 2007, qui visent à souligner leur contribution exceptionnelle au développement et au rayonnement de leur secteur d'études, de leur sphère d'activité professionnelle et de l'Université, à l'échelle nationale ou internationale. Les lauréats ont été officiellement honorés le 9 mai dernier, lors d'une soirée de gala qui avait lieu à l'hôtel Delta Centre-ville de Montréal.

Les Prix Reconnaissance UQAM

2007 leur ont été attribués par les doyens des six facultés, de l'École des sciences de la gestion, ainsi que par Louis Mathier, directeur général des études de la TÉLUQ, sous la présidence d'honneur de Jean-Marc Eustache, président et chef de la direction de Transat A.T. Inc., président du Conseil d'administration de la Fondation de l'UQAM et également diplômé de l'UQAM.

Sur la photo, on aperçoit de gauche à droite Manon Charron, directrice du Bureau des diplômés, Guy Cournoyer (Prix Reconnaissance de la Faculté de science politique et de droit), Nicolas Gill ((Prix Reconnaissance

de la TÉLUQ), Jocelyne Robert (Prix Reconnaissance de la Faculté des sciences humaines), Madeleine Forcier (Prix Reconnaissance de la Faculté des arts), Danielle Laberge, rectrice par intérim, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive, Guy Vadeboncoeur (Prix Reconnaissance de la Faculté des sciences de l'éducation), André Viens (Prix Reconnaissance de la Faculté de communication), Robert Marquis (Prix Reconnaissance de la Faculté des sciences), Jean Gattuso (Prix Reconnaissance de l'École des sciences de la gestion), et Jean-Marc Eustache, pdg de Transat A.T. inc.

Bourses et affaires

Le Centre d'entrepreneuriat ESG UQAM a remis récemment 20 000 \$ en bourses aux lauréats du Concours Entrepreneurship 2007, grâce à l'appui de Alimentation Couche-Tard et de la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse.

«Une fois de plus, le calibre des finalistes était très élevé cette année», a souligné Michel Grenier, directeur du Centre et président du jury.

L'objectif du concours est de soutenir l'innovation et de favoriser le développement de l'entrepreneuriat à l'UQAM, en primant des initiatives entrepreneuriales et la création d'entreprises.

Les finalistes du concours – comme d'ailleurs tous les étudiants et diplômés récents de l'UQAM – peuvent avoir recours gratuitement aux services du Centre d'entrepreneuriat de l'ESG pour développer leurs idées d'affaires.

Zied Chatti (baccalauréat en administration) et Pascal Gosset de Kardinal Sports, entreprise spécialisée dans la vente d'équipements de sports, se sont classés au premier rang et remporté une bourse de 6 000 \$.

L'entreprise Staynomad obtient le deuxième prix (bourse de 3 000 \$) et remporte également la

bourse de la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse au montant de 5 000 \$. Créée par Amélie Racine (baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie) et Mark Schanzleh, l'entreprise offre la possibilité de réaliser des expériences touristiques à saveur culturelle et sociale.

Basma Osama, diplômée de la maîtrise en sociologie, est arrivée en troisième position et a reçu une bourse de 3 000 \$. Son entreprise, Ceramik B, vise à créer un atelier de conception et de fabrication d'objets de céramique.

Innovations Touristiques Mondiales, fondé par Michel Savard (MBA en développement du tourisme international), s'est classée au quatrième rang et obtenu une bourse de 2 000 \$. L'objectif de cette entreprise est de mettre en marché des outils qui faciliteront la vie aux travailleurs oeuvrant dans le domaine hôtelier et touristique. Enfin, Nadia Roldan remporte la cinquième position, de même qu'une bourse de 1 000 \$, pour le concept *Hacienda Las Delicias*, une boutique offrant différents produits de la gastronomie mexicaine.

Les dons planifiés : une priorité pour l’avenir

Pierre-Etienne Caza

La campagne *Prenez position pour l’UQAM 2002-2007* s’achève en beauté, la Fondation ayant atteint non seulement son objectif initial de 50 millions de dollars, mais également son objectif *défi* de 60 millions de dollars. «Forts de ce succès, nous souhaitons faire connaître davantage les dons planifiés au cours des prochaines années», affirme Marie Archambault, directrice des dons majeurs et planifiés. Quelques membres de la communauté universitaire ont déjà été séduits par la formule.

Le don planifié se décline en plusieurs options, les plus courantes étant le don par testament et le don par assurance-vie. «Comme les dons traditionnels, les cotisations annuelles à l’assurance-vie sont déductibles d’impôts, mais les gens peuvent également attendre à leur décès pour déduire ces montants de leur succession», explique Marie Archambault. Elle espère que plusieurs donateurs se prévaudront des avantages du don planifié. «Ils pourraient le faire sans augmenter le montant annuel de leur don», assure-t-elle.

C’est le cas de la doyenne de la Faculté des arts, Louise Poissant, qui a souscrit à une assurance-vie au bénéfice de la Fondation de l’UQAM. Son don annuel de 2 000 \$ se transformera ainsi à son décès en un don de près de 175 000 \$. «En raison de son jeune âge, l’UQAM ne possède pas encore de tradition philanthropique solidement enracinée. Il faut donner le coup d’envoi!» affirme Mme Poissant en espérant que son geste aura un effet d’entraînement auprès des membres de la communauté universitaire et des diplômés.

Chaque donateur choisit de quelle façon seront utilisées les sommes léguées à son décès. Le don de Louise Poissant servira, par exemple, à la création de bourses d’études destinées aux étudiants inscrits dans un programme de maîtrise ou de doctorat de la Faculté des arts. «Pour chaque tranche de 25 000 \$, il est possible de créer une bourse d’études de 1 000 \$, précise Marie Archambault. Tous les dons planifiés deviennent des fonds capitalisés et seuls les intérêts servent à créer les bourses.»

Réginald Trépanier, cadre à la retraite, a lui aussi choisi d’effectuer un don planifié par assurance-vie, d’une valeur de 50 000 \$. À la retraite depuis 2001, M. Trépanier s’implique activement à UQAM Générations; le futur fonds qui portera son nom y sera dédié. «Contrairement aux programmes réguliers, UQAM Générations ne reçoit aucune subvention, dit-il. C’est la Fondation qui lui donne un coup de pouce. Je souhaite donc que mon don puisse assurer un fonds de réserve, car les activités offertes aux personnes de 50 ans et plus me tiennent à cœur.»

Angèle Dufresne, directrice de la Division de l’information du Service des communications, a mis sur pied l’an dernier l’antenne québécoise de l’organisme Études sans frontières (ESF). Créé en France en 2003,



Photo : Denis Bernier

Louise Poissant, doyenne de la Faculté des arts; Réginald Trépanier, cadre retraité; Marie Archambault, directrice des dons majeurs et planifiés; René Bernèche, professeur à la retraite et tuteur du Département de stratégie des affaires; et Angèle Dufresne, directrice de la Division de l’information du Service des communications. Étaient absents lors de la prise de photo : René Huot et Robert Letendre, professeurs retraités.

ESF parraine des étudiants provenant de pays en guerre. «Nous accueillons dès septembre prochain deux étudiants tchétchènes à l’UQAM, annonce fièrement Mme Dufresne. Il s’agit d’étudiants qui souhaitent

Les dons majeurs de professeurs retraités

Pierre-Etienne Caza

Selon les critères philanthropiques de la Fondation de l’UQAM, tout montant de 25 000 \$ donné par un individu constitue un don majeur. Or, certains donateurs ne souhaitent pas attendre à leur décès pour léguer un tel montant à l’institution pour laquelle ils ont travaillé. Trois professeurs à la retraite ont accepté de témoigner.

Retraité du Département des sciences comptables, René Huot a effectué l’an dernier un don majeur de 25 000 \$. Né dans le quartier Saint-Henri/Côte Saint-Paul, M. Huot a pu compléter son cours classique au Collège Mont-Saint-Louis, de 1957 à 1965, grâce à une bourse d’études des Frères des écoles chrétiennes, ce qui l’a ensuite mené à HEC, où il a également pu profiter d’une bourse destinée aux étudiants provenant de milieux défavorisés. «Je me suis dit à l’époque qu’un jour, j’allais remettre à la société ce que j’ai eu», se rappelle-t-il. Les aléas de la vie lui ont fait oublier cette promesse, jusqu’à ce qu’il prenne connaissance du don de 500 000 \$ de Charles-Albert Poissant à l’UQAM, en mars 2006. «M. Poissant, avec qui j’ai eu l’occasion de travailler, a été l’un des mes maîtres à penser en fiscalité, explique-t-il. Bien sûr, je n’ai pas ses moyens financiers, mais j’ai contacté Mme Archambault pour voir ce que je pouvais faire avec le montant que je désirais léguer.»

Plutôt qu’une bourse, ils ont convenu de créer le prix René Huot, d’une valeur de 1 000 \$, qui sera remis à l’étudiant ayant conservé la meilleure note cumulative dans les cours de fiscalité du baccalauréat en sciences comptables. «Je trouvais important que ce prix soit rattaché aux cours de fiscalité car les étudiants du baccalauréat sont souvent rébarbatifs à ceux-ci, explique en riant M. Huot. Si ce prix peut donner le goût de per-

former à quelques étudiants, je serai heureux.»

«Pour un professeur à la retraite, léguer une bourse d’études aux futurs étudiants de son domaine d’expertise est significatif, constate Marie Archambault. C’est une façon de transmettre son héritage.» Retraité du Département de psychologie, le professeur Robert Letendre a été séduit par l’idée. «J’avais le goût de laisser une trace de mon passage et d’encourager du même coup les étudiants au doctorat en psychologie, plus spécifiquement ceux qui s’orientent vers la recherche et l’innovation psychanalytiques an-

crées dans la communauté», explique le principal intéressé, qui a lui aussi effectué un don majeur de 25 000 \$ qui servira à la création d’une bourse d’études portant son nom.

Certains donateurs font preuve de créativité, comme René Bernèche, également professeur à la retraite du Département de psychologie, aujourd’hui tuteur au Département de stratégie des affaires. M. Bernèche a choisi d’effectuer un don qui atteindra, espère-t-il, 40 000 \$. L’originalité de son projet, c’est qu’il a incité les membres de sa famille ainsi que ses amis à contribuer à son fonds. Pour

acquérir des connaissances et des compétences pour ensuite retourner dans leurs pays et participer à sa reconstruction.» Son don planifié – une assurance-vie de 75 000 \$ – permettra de créer une bourse d’études de 3 000 \$ qui, espère-t-elle, assurera la pérennité à l’UQAM du projet qu’elle a initié.

Qu’arriverait-il si UQAM Générations ou Études sans frontières ne survivaient pas à ces donateurs, ou s’ils étaient dissous après leurs décès? Leur don respectif serait alors dédié à des bourses d’études dans les domaines qu’ils ont déterminés. «Rien n’est laissé au hasard : les dons planifiés nécessitent réflexion et préparation, sur les plans financier, fiscal et successoral. Les gens de la Fondation de l’UQAM se feront un plaisir de conseiller les personnes intéressées», conclut Marie Archambault •

chaque don que ceux-ci effectuent, M. Bernèche s’est engagé à investir le même montant, en sus des 5 000 \$ à 6 000 \$ qu’il prévoyait déjà donner chaque année. «Ils ont accepté par solidarité et j’espère que leur générosité ne me mettra pas à la rue cette année!» s’esclaffe-t-il. La bourse qui portera son nom sera destinée à un étudiant inscrit au programme de doctorat en psychologie, plus précisément dans l’approche de la psychologie humaniste, et qui témoignera d’un intérêt pour le domaine de la créativité •

Bourses d’excellence en sciences

La Faculté des sciences remettra 42 000 \$ en bourses d’excellence à 21 étudiants des cycles supérieurs, le 17 mai prochain, à 11h, dans le hall d’entrée du pavillon des Sciences biologiques. Cette remise de bourses se fera en compagnie du vice-recteur à la Recherche et à la création, M. Michel Jebrak. Le fonds des bourses est généré à même les frais indirects des contrats de recherche des professeurs de la Faculté.

Voici la liste des étudiants qui ont su maintenir une moyenne générale cumulative de plus de 3,5 sur 4,3 et qui se voient octroyer une bourse de 2 000 \$:

Marc Amyot, étudiant à la maîtrise en chimie (sous la direction de Julie Lafond, professeure au Département des sciences biologiques); **Marie-Lyne Arbour**, maîtrise en biologie (Yves Bergeron, Département des sciences biologiques); **Julie Beauchemin**, maîtrise en sciences de l’environnement (Jean-François Léonard, Département de science politique); **Romdhane**

Ben Younes, maîtrise en informatique (Guy Tremblay, Département d’informatique); **Virginie Bolduc-Tremblay**, maîtrise en sciences de l’environnement (Laurent Lepage, Institut des sciences de l’environnement); **Julie Borduas**, maîtrise en sciences de l’environnement (Sylvie De Grosbois, Département des sciences biologiques); **Mathieu Brodeur**, doctorat en biologie (Robert Moreau, Département des sciences biologiques); **Paul-Robert Chouha**, maîtrise en mathématiques (Steven Lu, Département de mathématiques); **Claudia Corriveau**, maîtrise en mathématiques (Denis Tanguay, Département de mathématiques); **Jean-François Dupont**, maîtrise en informatique de gestion (Gilles St-Amant, Département de management et technologie); **Chantal Gagnon**, maîtrise en sciences de l’environnement (Patrick Béron, Département de chimie); **Mohamed Gaha**, maîtrise en informatique (Roger Nkambou, Département d’informatique); **Tamara**

Gaman, doctorat en sciences de l’environnement (Enrico Torlaschi, Département des sciences de la Terre et de l’atmosphère); **Éric Hébert**, doctorat en ressources minérales (Michel Gauthier, Département des sciences de la Terre et de l’atmosphère); **Veneta Krasteva**, maîtrise en biologie (Louise Brissette, Département des sciences biologiques); **Sylvain Lavallée**, doctorat en mathématiques (Christophe Reutenauer, Département de mathématiques); **Geneviève LeBlanc**, maîtrise en sciences de l’environnement (Jean-Pierre Révéret, Département stratégie des affaires); **Corine Martineau**, maîtrise en biologie (Robert Moreau, Département des sciences biologiques); **Marisol Michaud**, maîtrise en chimie (Richard Béliveau, Département de chimie); **Cuu Bao Chau Tran**, doctorat en biologie (Sylvie Laliberté, Département des sciences biologiques); **Leila Turki**, maîtrise en biologie (Denis Réale, Département des sciences biologiques).

Une École de plus en plus socialement responsable

Claude Gauvreau

En 2006, l'École des sciences de la gestion s'est classée au premier rang des universités québécoises dans trois des quatre catégories du palmarès établi par l'association Corporate Knights, laquelle recense les universités canadiennes qui intègrent à leurs activités d'enseignement et de recherche les principes de responsabilité sociale, de gestion des impacts environnementaux et de développement durable.

Cette reconnaissance confirme la pertinence de la mission de l'ESG, telle qu'elle a été redéfinie en 2003, soit «former des professionnels compétents, créatifs, intègres, critiques et socialement responsables», souligne Pierre Filiatrault, doyen de l'École. «La volonté de former des gestionnaires qui, en plus d'être compétents dans leur domaine, sont conscients de leur responsabilité sociale, répond à une préoccupation grandissante dans notre société», ajoute-t-il.

Selon les résultats d'une étude réalisée par RESEARCH Infosource Inc., l'École se situe également parmi les dix universités canadiennes (à l'exception des facultés de médecine) les plus performantes pour le nombre total de publications de leurs chercheurs: au troisième rang en économie et au quatrième rang dans la discipline affaires. «L'excellence de la recherche à l'ESG est bien établie, tant dans le domaine de la responsabilité sociale et du développement durable, que dans ceux des études urbaines et touristiques, du management et technologie et des services financiers, précise M Filiatrault. En outre, nous sommes une des écoles de gestion au pays qui abrite le plus grand nombre de chaires de recherche du Canada.»

Pas étonnant que le doyen soit confiant de voir l'ESG obtenir à nouveau, en novembre prochain, l'accréditation EQUIS (European Quality Improvement System), label de qualité qui distingue les meilleures écoles de gestion à vocation internationale dans le monde.

L'éthique au poste de commande

L'intérêt pour les questions d'éthique et de responsabilité sociale n'est pas nouveau, dit M. Filiatrault, rappelant les travaux de la Chaire de coopération Guy-Bernier, mise sur pied il y a 20 ans, et la création, en 2000, de la Chaire Économie et humanisme, devenue aujourd'hui la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable sous la direction de Corinne Gendron. Depuis, d'autres unités de recherche intéressées par ces questions se sont ajoutées: la Chaire d'information financière et organisationnelle (Denis Cormier), la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (Marie Bouchard) et le Centre de recherche sur les innovations sociales en gestion (Denis Harrison), en partenariat avec la Faculté des sciences humaines.

«En matière de formation, poursuit le doyen, tous les programmes de premier cycle comporteront, à compter de septembre prochain, au moins un cours d'éthique et de responsabilité



Photo : Denis Bernier

Pierre Filiatrault, doyen de l'École des sciences de la gestion.

sociale et, dès l'hiver 2008, la plupart des programmes offriront au choix un cours obligatoire abordant les mêmes thèmes.» À cela s'ajoute le nouveau programme court de deuxième cycle en vérification interne, unique au Canada, créé récemment par le Département des sciences comptables en partenariat avec l'Institut des vérificateurs internes-section de Montréal (IVIM).

Une vocation internationale

Les projets et défis ne manquent pas à l'École des sciences de la gestion, dit M. Filiatrault. «Nous sommes partenaire de la Faculté de communication dans la mise sur pied d'un nouveau programme de premier cycle en communication marketing, le seul du genre au Québec, et pour répondre à la demande du milieu, nous travaillons à

la création d'un programme de MBA destiné aux diplômés en sciences et en génie et aux entrepreneurs qui veulent assumer des fonctions de cadre dans ces domaines.»

L'ESG entend poursuivre son implication dans plusieurs projets d'aide au développement international: développement urbain durable en Haïti, appui au développement institutionnel

et régional en gestion au Vietnam, mise en valeur du patrimoine culturel et touristique au Mexique, etc. L'École complètera aussi la révision de son offre de programmes de MBA pour cadres à l'étranger qu'elle compte réduire en misant sur la qualité. Certains d'entre eux ont déjà obtenu une reconnaissance, tel celui offert à la Warsaw School of Economics en Pologne, qui s'est classé premier sur 40, ou encore le MBA offert conjointement avec l'Université Paris-Dauphine, qui figure au quatrième rang parmi les meilleurs programmes de MBA des écoles françaises d'administration.

Beaucoup d'efforts, par ailleurs, devront être déployés pour inciter les étudiants québécois à aller étudier à l'étranger, reconnaît M. Filiatrault. «L'École a accueilli cette année 1 300 étudiants venus d'autres pays alors que seulement 200 de nos étudiants ont séjourné à l'extérieur du Québec.»

Selon le doyen, le déficit d'espace demeure le problème le plus criant à l'ESG. «Environ 9 000 mètres carré sont présentement occupés au lieu des 11 000 auxquels nous avons droit, en vertu des normes du ministère de l'Éducation. L'École, qui compte 225 professeurs et 400 chargés de cours pour une population de plus de 12 000 étudiants – le triple de l'Université du Québec à Rimouski –, a un besoin urgent de professeurs et de locaux.»

Gala de reconnaissance de l'implication étudiante



Le Gala de reconnaissance de l'implication étudiante, organisé par les Services à la vie étudiante de l'UQAM, a eu lieu, pour la deuxième année consécutive, le 24 avril dernier. Près de 24 000 \$ en bourses ont été remis à cette occasion aux nombreux lauréats. Les Vulgaires scientifiques, le projet de la grande guignolée de CHOQ.fm, UQAM en spectacle et la Nuit de la philosophie comptent parmi les projets qui ont reçu des mentions.

Une quinzaine de mentions individuelles ont aussi été accordées à des étudiants dans les différentes catégories: Personnalités facultaires, Leadership, Innovation, Affaires étudiantes, Prix du lieutenant-gouverneur, Projet coup de cœur, Projet de l'année et Sport. Michèle Jacques a reçu la mention spéciale Personnalité 1^{er} cycle et Inès Lopes Nascimento la mention spéciale Personnalité 2^e et 3^e cycles. Cette dernière, qui était égale-

ment finaliste au Gala Forces Avenir 2006, a mis sur pied le projet Cinéma Politica, une série de projections de documentaires engagés suivies de discussions avec les réalisateurs. «Conscientiser les gens sur les enjeux reliés à l'environnement et aux droits humains, c'est vraiment mon objectif de carrière», dit la jeune femme, qui achève un doctorat en psychologie de l'éducation portant sur un programme d'éducation environnementale pour

les enfants.

Michèle Jacques, qui termine un baccalauréat en animation et recherche culturelle, s'est impliquée pendant toute la durée de ses études au sein du comité Entraide universitaire mondiale du Canada, dont elle est présidente. Elle a, entre autres, travaillé à remettre sur pied un projet de parrainage d'étudiants réfugiés. Les deux mentions spéciales étaient accompagnées d'une bourse de 2 000 \$.

Deux publications prestigieuses pour Changhui Peng

Marie-Claude Bourdon

La célèbre revue scientifique américaine *Science* vient de publier un article dont Changhui Peng, professeur à l’Institut des sciences de l’environnement et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en modélisation environnementale, est l’auteur principal. Intitulé *Building a «Green» Railway in China*, l’article fait état des précautions environnementales prises lors de la construction du chemin de fer reliant la ville de Xining, dans le nord-ouest de la Chine, à Lhassa, la capitale du Tibet. «Près de 6 % du budget de 26,2 milliards de yuans ont été consacrés à la protection environnementale ainsi qu’à la restauration des écosystèmes», précise le professeur.

C’est en travaillant sur l’impact des changements climatiques en Chine que Changhui Peng a eu l’idée de cet article qui vise à redorer le blason de son pays d’origine, souvent blâmé pour sa façon de gérer le dossier environnemental, ainsi que le dossier tibétain. «Depuis le début des années 2000, l’environnement est devenu une priorité du gouvernement chinois, assure le chercheur. Le nouveau plan de développement de la Chine pour les années 2005-2020 mise sur la R&D, et la protection de l’environnement fait partie des 20 sujets de recherche considérés comme prioritaires.»

Minimiser les impacts

Dans leur article, Changhui Peng et ses collaborateurs de la Chinese Academy of Science et de la Beijing Normal University rapportent toutes

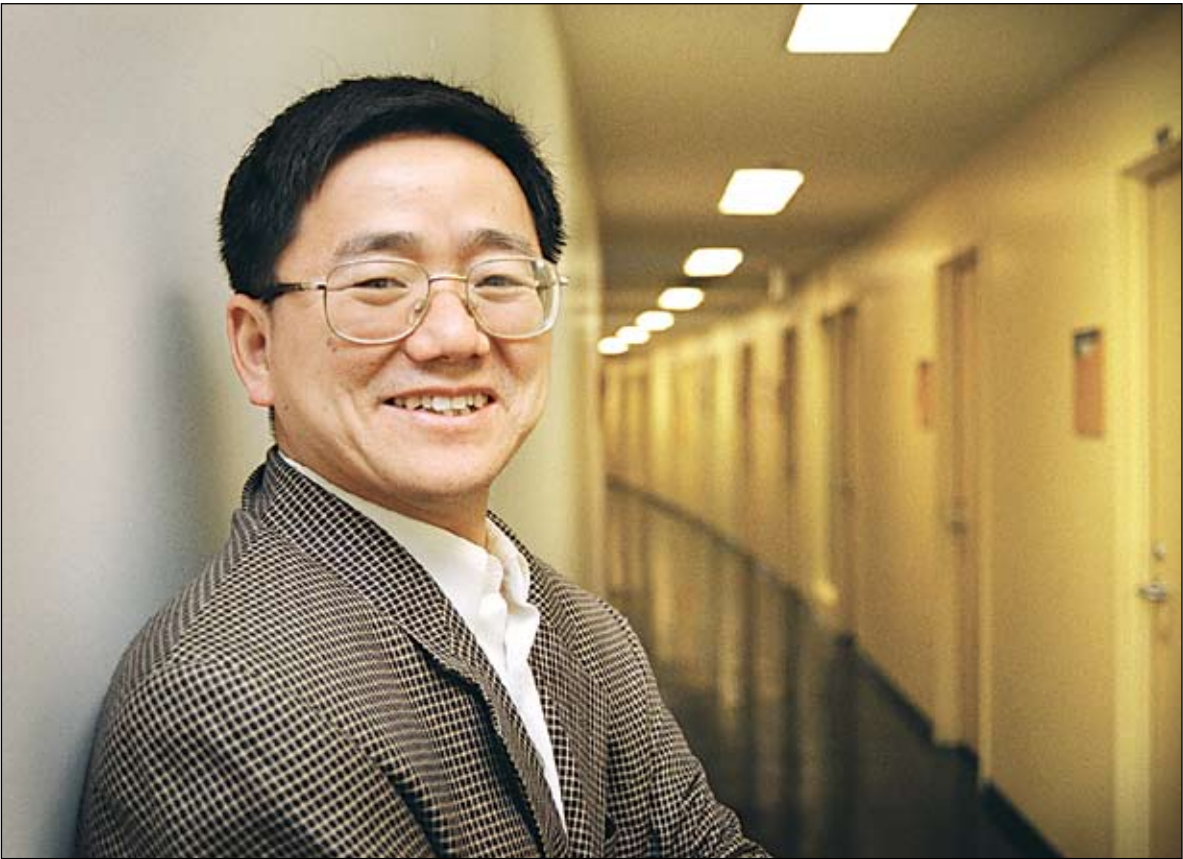


Photo : Nathalie St-Pierre

Changhui Peng, professeur à l’Institut des sciences de l’environnement.

les mesures qui ont été prises lors de la construction du chemin de fer pour minimiser les impacts sur les sols, la végétation, les animaux et les ressources en eau. Tout le long des 1 956 kilomètres de ce chemin de fer, le plus long du monde construit en altitude, des passages pour les animaux ont été aménagés afin de ne pas nuire aux migrations saisonnières. Dans la mesure du possible, le tracé de la voie ferrée a été conçu pour contourner les zones fragiles comme les terres humides et les lacs. La végétation sur les sites de construction a été retirée puis restaurée après la fin des travaux. On

a limité le nombre de stations le long des voies pour réduire l’impact des déchets et des installations de traitement des eaux ont été aménagées. Des efforts ont même été faits pendant la construction pour réduire le bruit afin de ne pas effrayer les animaux!

En plus de toutes ces mesures et de bien d’autres, cinq réserves naturelles ont été établies le long du chemin de fer. «La Chine fait face à d’immenses problèmes environnementaux, que ce soit au niveau de la perte de biodiversité ou des émissions de CO₂», dit Changhui Peng. Mais un projet comme celui-là démontre qu’il y a une

évolution des mentalités et qu’on est aujourd’hui beaucoup plus sensible à la question des impacts environnementaux.»

Éduquer les touristes

Selon lui, le principal défi consistera maintenant à exercer une surveillance sur le développement, notamment touristique, que la région connaîtra grâce au chemin de fer. «Il faut faire de l’éducation pour impliquer les communautés locales, mais aussi les touristes, afin d’éviter que ce bel endroit ne soit détruit, dit-il. Mais il faudra aussi appliquer les lois de protection

de l’environnement et contrôler le nombre de trains qui vont emprunter le chemin de fer.» Changhui Peng prendra lui-même le train, qui est en opération depuis juillet dernier, pour la première fois cet été, alors qu’il se rendra sur le terrain pour étudier les impacts des changements climatiques sur le plateau tibétain.

L’un des objectifs principaux de ce chercheur consiste à développer des modèles de simulation par ordinateur et à les utiliser pour évaluer l’impact à long terme des changements climatiques sur les écosystèmes des forêts, notamment des forêts boréales. Ses modèles permettent aussi de remonter dans le temps pour reconstituer l’évolution du climat terrestre. Un article qu’il a cosigné sur la paléoclimatologie de l’Afrique tropicale vient d’ailleurs d’être accepté par une autre publication de prestige, *Proceedings of the National Academy of Science*, la revue scientifique multidisciplinaire la plus citée dans le monde.

L’article, dont l’auteur principal est Haibin Wu, chercheur postdoctoral à l’Institut des sciences de l’environnement, montre que la température n’est pas le seul facteur qui détermine l’élévation de la ligne des arbres (l’altitude la plus élevée où les arbres peuvent pousser), mais que les précipitations et la concentration du CO₂ dans l’air ont aussi une influence. «C’est important, car cela nous indique que les changements de température qui ont été inférés à partir de changements dans la ligne des arbres à différentes époques doivent être révisés», indique Changhui Peng •

Les leçons de Dawson et de Virginia Tech

Pierre-Etienne Caza

Le drame survenu à Virginia Tech, le 16 avril dernier, soulève d’inévitables interrogations quant aux mesures d’urgence prêtes à être déployées advenant une situation semblable à l’UQAM. Le directeur de la prévention et de la sécurité, Alain Gingras, se fait rassurant. «Dans la foulée des événements de septembre dernier au collège Dawson, nous avons élaboré un plan spécifique que nous présenterons dès l’automne prochain à l’ensemble des personnels de l’UQAM», annonce-t-il.

«Il faut amener les gens à développer les bons réflexes pour qu’ils agissent adéquatement si une telle situation d’urgence se présente», explique M. Gingras, qui a récemment suivi une formation sur le sujet au quartier général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), en compagnie de deux de ses collègues. Signaler tout incident au poste 3131, puis se barricader dans un local et attendre les consignes données via le réseau phonique de l’UQAM, tels sont les deux premiers réflexes à développer selon lui. «Le 3131 est plus rapide que le 911, précise-t-il. Nous nous occupons ensuite de contacter le SPVM, qui prendra en charge l’intervention sur le campus.»

La fuite demeure une option risquée si le tireur est à proximité, explique M. Gingras, qui insiste sur l’importance de se mettre à l’abri. Seulement voilà, les serrures des classes de l’UQAM ne permettent pas de verrouiller de l’intérieur en empêchant un présumé tireur de déverrouiller de l’extérieur. «Nous évaluons présentement le remplacement des quelque 400 serrures en cause avec nos collègues du Service des immeubles et de l’équipement», précise le directeur de la prévention.

Collaboration avec le SPVM

Il existait déjà à l’UQAM des plans d’intervention d’urgence pour des cas de figure tels qu’un incendie, une alerte à la bombe ou un colis suspect. Ils requièrent tous une étroite collaboration avec les services d’incendies, d’Urgence-santé ou du SPVM. La présence d’un présumé tireur nécessiterait cependant une intervention beaucoup plus rapide des policiers, estime M. Gingras. «Nous pouvons dès maintenant augmenter l’efficacité de leur intervention, dit-il. Par exemple, l’automne dernier, nous avons implanté des visites du campus avec des policiers du poste de quartier 21 afin qu’ils puissent se familiariser avec l’UQAM et mieux s’orienter à



Photo : Michel Giroux

Le directeur de la prévention et de la sécurité, Alain Gingras.

l’intérieur de nos murs.»

Ces visites ont été utiles le 9 mars dernier, lorsqu’un employé de l’UQAM a signalé en début de soirée – au 3131 – la présence d’une personne qui faisait semblant de tirer sur les gens à l’aide d’une carabine, aux abords de la Coop UQAM, au niveau métro.

«Nous avons rapidement contacté les policiers. Dès leur arrivée, ils ont immédiatement dressé un périmètre de sécurité», explique M. Gingras, qui est revenu à l’UQAM en catastrophe ce soir-là. Le pavillon Judith-Jasmin a été évacué et fouillé de fond en comble, tandis que la rue Saint-Denis a été

fermée à la circulation.

Pendant ce temps, l’équipe de M. Gingras visionnait les images captées par les caméras de sécurité de l’UQAM. Il s’est avéré qu’une personne menaçait effectivement des gens, mais avec son *squeegee*. «Les policiers avaient déjà un indice qu’il s’agissait d’une fausse alerte, explique-t-il. Un seul appel avait été logé, contrairement à plus d’une centaine à Dawson l’automne dernier, mais ils ne devaient cependant courir aucun risque et procéder à toutes les vérifications d’usage.»

Éviter la dramatisation

Le service d’aide psychologique des Services à la vie étudiante et le programme d’aide destiné aux employés de l’UQAM n’ont reçu en consultation que trois personnes à la suite des événements survenus au collège Dawson, et aucune après la tragédie de Virginia Tech. Alain Gingras est toutefois conscient que parler de sécurité et de prévention peut affoler certains membres de la communauté universitaire. «Je le répète: la probabilité qu’un tel événement survienne est très faible, mais elle existe et nous devons être prêts», conclut-il •

L’UQAM accueillera le premier Forum social québécois

Claude Gauvreau

« Nous travaillons depuis deux ans à l’organisation de cet événement et nous attendons des milliers de personnes », raconte avec enthousiasme Raphaël Canet, l’un des organisateurs du premier Forum social québécois, qui se déroulera à l’UQAM, du 23 au 26 août prochain. Une cinquantaine d’organisations – groupes communautaires, syndicats, groupes de femmes, ONG, organismes de coopération internationale et associations étudiantes – seront présentes à ce forum, qui a reçu un appui important de l’Institut d’études internationales de Montréal, basé à l’UQAM.

Depuis la tenue du premier Forum social mondial, en 2001, des forums sociaux locaux, régionaux, nationaux et thématiques se sont multipliés aux quatre coins du monde, rappelle M. Canet, qui est aussi professeur associé à la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie. « L’idée d’organiser un forum social à l’échelle du Québec a germé au Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil, en 2005, dans le campement intercontinental de la jeunesse, où se trouvaient 600 jeunes Québécois. Parmi eux, un noyau d’une centaine de personnes, des étudiants et des chercheurs de l’UQAM notamment, ont alors convenu de l’importance de créer un tel événement. »



Photo : Denis Bernier

Raphaël Canet, professeur associé à la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie, est l’un des organisateurs du premier Forum social québécois.

Une couleur québécoise

Un des objectifs du forum, souligne M. Canet, est de concevoir des alternatives au modèle hégémonique du néolibéralisme, lequel s’appuie sur des impératifs de croissance et de compétitivité, ainsi qu’à un discours social néo-conservateur tenu, entre autres, par l’ADQ au Québec. Le forum entend aussi contribuer au développement d’une « culture politique d’implication citoyenne » qui

favorise l’engagement de tous dans la vie publique. « Ce ne sera pas un congrès réunissant uniquement des altermondialistes, mais un espace pluriel rassemblant les forces vives du changement social au Québec, affirme le professeur. Nous voulons expérimenter une nouvelle manière d’échanger des savoirs et de bâtir des ponts entre les mouvements sociaux – qui sont dans l’action – et les intellectuels. »

Dans un esprit d’inclusion, la programmation du forum québécois sera construite par l’ensemble des participants. « Les organisations et citoyens sont invités à proposer des sujets de discussion et des activités correspondant à leurs préoccupations », précise M. Canet. Les propositions pourront s’inscrire au sein de grands axes thématiques déjà définis : droits humains et lutte pour l’égalité, environnement, services publics et programmes sociaux, monde du travail et économie sociale, démocratie et pouvoir populaire, etc. Quatre grandes conférences, plus de 200 ateliers de discussion et des « tables de controverse » réunissant des intervenants défendant des points de vue opposés sont prévus au programme. Sans compter un important volet culturel comportant des projections de films, des spectacles musicaux et un espace de création (théâtre, danse, poésie, peinture, etc.).

Les organisateurs tenaient également à donner une couleur québécoise à l’événement. Un de leurs défis était de s’associer à des représentants de différentes régions pour assurer la mobilisation locale. Des collectifs régionaux autonomes, regroupant des citoyens ainsi que des organismes communautaires, syndicaux et étudiants, ont ainsi été créés dans l’Outaouais, à Drummondville, dans le Saguenay, à Québec, et d’autres sont en voie de l’être dans le Bas Saint-Laurent et en Gaspésie.

Espace public critique

Selon M. Canet, un forum social est avant tout un espace public critique et participatif qui favorise la convergence de luttes sociales et la formation de coalitions entre différentes organisations de la société civile. « Le forum n’est pas représentatif d’un mouvement ou d’une organisation en particulier et personne ne peut parler en son nom. Certains aimeraient créer un parti altermondialiste qui aurait son manifeste et son propre programme, d’autres ne partagent pas ce point de vue et rejettent le vieux modèle de l’avant-garde éclairée. »

Même si elles sont peu visibles dans les médias, un grand nombre d’actions émergent des forums sociaux, soutient le jeune chercheur. « Au Forum social mondial de Nairobi, en février dernier, le mouvement des Intouchables en Inde, qui représente des millions de personnes victimes de discrimination, a formé une alliance avec le mouvement des sans-terre au Brésil, en Afrique du Sud, et avec des groupes de commerce équitable dans certains pays du Nord, dans le but de créer des coopératives agricoles. »

C’est au tour des mouvements sociaux de penser le Québec, lance Raphaël Canet. « Le Forum social québécois, dont la force repose sur la diversité, existe pour leur donner la parole et pour imaginer des solutions originales. »

SUR LE CAMPUS

LUNDI 14 MAI

Chaire de coopération Guy-Bernier

Colloque : « La gestion de la dimension éthique au sein du mouvement coopératif », se poursuit le 15 mai de 8h à 17h.

Pavillon Athanase-David, salle DR-200.

Renseignements :

chaire.coop@uqam.ca
www.chaire-ccgb.uqam.ca/

MARDI 15 MAI

Galerie de l’UQAM

Exposition : « David Altmejd », dans le cadre de la Biennale de Montréal, jusqu’au 8 juillet, du mardi au samedi de 12h à 18h.

Commissaire : Louise Déry, artiste : David Altmejd.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120, 1400, rue Berri (Métro Berri-UQAM)

Renseignements : (514) 987-8421

galerie@uqam.ca

www.galerie.uqam.ca

MERCREDI 16 MAI

École supérieure de théâtre

Mémoire-crédation : *(HAMLET)* sans titre, jusqu’au vendredi 18 mai, à 20 heures et matinée du 18 mai à 14 heures.

Interprète : Jean-Marc Noël, finissant, maîtrise en théâtre.

Pavillon Judith-Jasmin, Studio d’essai Claude-Gauvreau (J-2020).
Renseignements : Denise Laramée (514) 87-4116

laramee.denise@uqam.ca
www.estuqam.ca

Département d’études urbaines et touristiques

Forum URBA 2015 : « Vision du Montréal futur », de 8h à 17h30.

Conférencière : Marilou Filiatrault, présidente, Conseil Jeunesse de Montréal.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle D-R200.

Renseignements :

Florence Junca-Adenot (514) 987-3000, poste 2264
urba2015@uqam.ca
www.deut.uqam.ca/contenus/urba_2015.htm

Département de danse

Spectacle de danse : *Arlequin de Cayenne*, jusqu’au 19 mai à 18h. Interprète : Myriam Tremblay, étudiante à la maîtrise en danse. Pavillon de danse, Piscine-théâtre (K-R380).

Renseignements : Myriam Tremblay (514) 259-5897
mytremblay@yahoo.ca

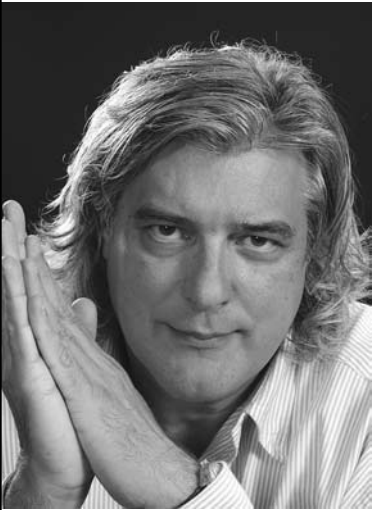
JEUDI 17 MAI

Département de philosophie

Conférence publique : « La question du pluralisme philosophique : la comparaison et le choix entre les systèmes philosophiques sont-ils possibles? », de 13h30 à 16h30. Conférencier : Jacques Bouveresse, Chaire de philosophie du langage et de la connaissance, Collège de France.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-R510.
Renseignements : Alain Voizard (514) 987-3000, poste 8942
voizard.alain@uqam.ca
www.philo.uqam.ca/

Chopin à l’honneur au masculin et au féminin



Les pianistes Pierre Jasmin, professeur au Département de musique, et Laurence Ridoux, musicienne française, présenteront un *Récital franco-québécois Frédéric Chopin*, à la salle Pierre-Mercure du Centre

Pierre-Péladeau, le 17 mai prochain, à 19h30.

Les deux solistes se présentent comme « frère et sœur en musique ». « Elle a été mon élève en 1973-74, puis nous nous sommes perdus de vue pendant 30 ans, raconte M. Jasmin. Nous avons eu le bonheur de renouer l’an dernier et de nous découvrir des affinités quant à notre façon d’interpréter Chopin. » L’idée d’un concert en duo s’est concrétisée une première fois à la salle Alfred-Cortot, à Paris, le 8 mars dernier.

M. Jasmin et Mme Ridoux récidivent cette fois de ce côté-ci de l’Atlantique. Ils livreront leurs interprétations respectives de certaines pièces de Chopin, non pas chacun dans sa partie de concert, mais tour à tour. « L’originalité de ce concert repose sur cette alternance et sur la

lecture de textes et de poèmes, une formule que je préconise depuis longtemps », explique M. Jasmin. Le « dialogue » entre les deux solistes sera, en effet, agrémenté par les textes musicologiques du professeur, ainsi que par la poésie d’Adam Mickiewicz, George Sand, Charles Baudelaire, Paul Verlaine, Émile Nelligan, André Gide et Fernand Ouellette, lue par le comédien Jacques Lavallée. « Ces textes et poèmes entretiennent une correspondance d’esprit avec les œuvres que nous interprétons », estime M. Jasmin.

Le récital est rendu possible grâce à l’appui du Vice-rectorat à la recherche et à la création, de la Faculté des arts, du Département de musique et de l’Office franco-québécois pour la jeunesse. Michel Jébrak, vice-recteur à la Recherche et à la création, ainsi

que Louise Poissant, doyenne de la Faculté des arts, en seront les coprésidents d’honneur.

Récital franco-québécois Frédéric Chopin

Centre Pierre-Péladeau (salle Pierre-Mercure) 300, boul. de Maisonneuve Est
Billets : 20 \$ régulier, 9 \$ étudiant/ainé
Billetterie : (514) 987-6919

Renseignements :

Hélène Gagnon (514) 987-3000 poste 0294



Moyens pédagogiques et univers social au primaire

Sous la direction de la professeure Nicole Lebrun, du Département d'éducation et pédagogie, l'ouvrage *Moyens pédagogiques et univers social au primaire* est destiné à tous ceux qui ont à cœur le développement du domaine de l'univers social au primaire ainsi que l'élaboration et l'application de moyens pédagogiques appropriés à celui-ci.

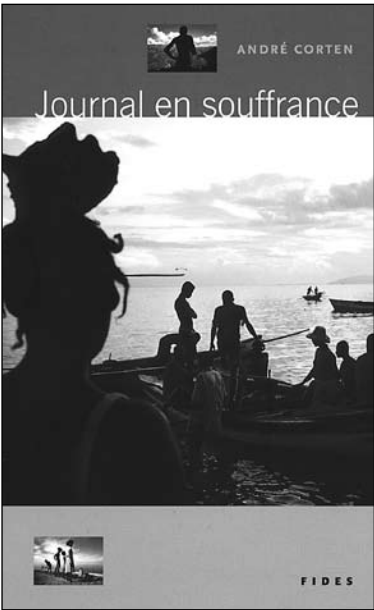
Il concerne plus particulièrement la connaissance du programme de l'univers social au primaire, et les concepts fondamentaux que sont le temps, l'espace et la société, ainsi que la démarche et les ressources pédagogiques spécifiques qu'il est possible d'appliquer dans ce domaine. Il s'adresse principalement aux enseignants qui désirent organiser et animer des activités et des projets reliés à l'histoire, à la géographie et à l'éducation à la citoyenneté dans différents contextes et à divers cycles du primaire.

Publié dans la collection «Éducation» des Éditions Nouvelles, cet ouvrage est le fruit d'une collaboration entre Nicole Lebrun et Claudette Gagné, chargée de cours au Département d'éducation et pédagogie, ainsi que Pierre Lalongé, chargé de cours au Département d'éducation et formation spécialisées.

Expression politique de la souffrance

Voir la souffrance autrement et comprendre comment son expression peut devenir un phénomène politique, tel est le propos d'André Corten, professeur au Département de science politique, dans son ouvrage intitulé *Journal en souffrance*, publié chez Fides.

Depuis une quarantaine d'années, André Corten a parcouru une bonne partie de la planète, parfois au risque de sa vie. Adoptant l'écriture narrative du journal, l'auteur puise sa matière dans diverses situations vécues et dans des témoignages de personnes rencontrées notamment en Afrique du Sud, au Rwanda, en Algérie, au Guatemala, et en Haïti. «Dans de nombreux pays de l'hémisphère Sud, la misère matérielle et morale tend à écraser les populations», écrit-il. Mais de cette misère s'élève un cri, un chant, porteur d'espoir dans un monde d'indifférence, auquel il a voulu redonner son effervescence.



S'instruire au musée

Il n'y a pas que les bancs d'écoles ou les livres pour apprendre aux jeunes quelques notions de science, d'histoire ou d'art. Les musées offrent un environnement privilégié pour la transmission des connaissances. À ce sujet, les éditions MultiMondes viennent de faire paraître un ouvrage collectif qui met en relief les conditions favorables à l'éducation muséale.

Intitulé *L'éducation muséale vue du Canada, des États-Unis et de l'Europe*, le projet a été dirigé par Anne-Marie Émond, professeure au Département de didactique de l'Université de Montréal. Il réunit les réflexions d'une trentaine de spécialistes québécois, canadiens, américains et européens, présentées lors de deux colloques tenus en 2003 à Halifax et en 2004 à Winnipeg.

Michel Allard professeur au Département d'éducation et pédagogie de l'UQAM, signe un texte intitulé «Où va l'éducation muséale?», alors qu'Anik Meunier, professeure au même département, aborde le sujet des textes d'exposition. Laurent Lepage, titulaire de la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains, explore pour sa part le thème des musées de sciences et de la sensibilisation au développement durable.

Retrouvailles en Arts

Malgré la neige qui tombait avec abondance et l'obligation de ressortir bottes et foulards, plus de 100 personnes ont pris part à la soirée de retrouvailles des diplômés de la Faculté des arts, le 12 avril dernier. L'événement, qui s'est tenu à la Salle des Boiseries de l'UQAM, était la première activité proposée par le Conseil de diplômés de cette faculté. Des diplômés des années 1970, 1980 et 1990 ont pu reprendre contact dans une ambiance chaleureuse avec leurs ex-collègues de classe et d'anciens professeurs et chargés de cours.

Sylvie Dufresne, directrice, expositions et recherche, au musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et membre du Conseil de diplômés de la Faculté des arts, a contribué à animer la soirée en compagnie de Lucie Chartrand, agente de recherche et de planification à la Faculté, qui remettait les prix de présence.

Josée Lacroix, commissaire au design au Service de développement économique et urbain de la Ville de Montréal et Prix Reconnaissance 2004 de la Faculté des arts, a livré un témoignage sur son cheminement de carrière depuis sa sortie de l'université et sur la force des liens qui l'unissent à son *alma mater*, notamment par le biais du Centre de design. On a aussi remarqué la présence à cette soirée d'Anne-Marie Ninacs, une autre lauréate (en 2005) d'un Prix Reconnaissance de la

Parmi les invités de marque, Marie-



Photo : Michel Giroux

Sylvie Dufresne, directrice, expositions et recherche, au musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et membre du Conseil de diplômés de la Faculté des arts, a contribué à animer la soirée en compagnie de Lucie Chartrand, agente de recherche et de planification à la Faculté, qui remettait les prix de présence.

Josée Lacroix, commissaire au design au Service de développement économique et urbain de la Ville de Montréal et Prix Reconnaissance 2004 de la Faculté des arts, a livré un témoignage sur son cheminement de carrière depuis sa sortie de l'université et sur la force des liens qui l'unissent à son *alma mater*, notamment par le biais du Centre de design. On a aussi remarqué la présence à cette soirée d'Anne-Marie Ninacs, une autre lauréate (en 2005) d'un Prix Reconnaissance de la

Faculté, conservatrice de l'art actuel et de la collection Prêt d'œuvres d'art au Musée national des beaux-arts du Québec.

Une projection en continu de photos souvenirs des premières décennies de la Faculté a animé la soirée, de même que le tirage de plusieurs prix de présence. Le président du Conseil de diplômés, René Légaré, a promis que d'autres événements de retrouvailles seraient proposés au cours de l'année 2007-2008.

SUR LE CAMPUS

JEUDI 24 MAI

Département d'études littéraires

Colloque : «Le temps contemporain. Maintenant, la littérature», se poursuit le 25 mai de 10h à 17h. Nombreux conférenciers. Pavillon Judith-Jasmin, salle J-4225. **Renseignements :** Virginie Harvey letempscontemporain@hotmail.com

La Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement

Conférence : «États fragiles, fragilités des sociétés», de 13h à 14h. Conférenciers : Jean-Marc Châtaigner, Hervé Magro, Shahrbanou Tadjbakhsh; présidents de séance : Alex Macleod, directeur du CEPES; Bonnie Campbell, titulaire de la Chaire CA Poissant.

Renseignements : Charles Létourneau (514) 987-8929 letourneau.charles@uqam.ca www.cepes.uqam.ca

VENDREDI 25 MAI

Faculté de science politique et de droit

Conférence : «États fragiles et en déroute : diagnostics, prescriptions et considérations pour la politique étrangère canadienne», de 13h à 17h. Conférenciers : Ben Rowsell, Affaires étrangères Canada, Alexandra Szacka, Radio-Canada-RDI; Jean Daudelin, Université Carleton; Marc Lemieux, Forum des fédérations; Louis Naud Pierre, UQAM. Pavillon Athanase-David, salle D-R200.

Renseignements : Charles Létourneau (514) 987-8929

letourneau.charles@uqam.ca www.cepes.uqam.ca

MERCREDI 6 JUIN

École des sciences de la gestion (ESG)

XVI^e Conférence de l'Association internationale de management stratégique (AIMS), jusqu'au 9 juin. Pavillon J.-A.-DeSève.

Renseignements : Marie De Moor, coordonnatrice logistique (514) 987-3000, poste 5038 demoor.marie@uqam.ca www.aims2007.uqam.ca

MERCREDI 13 JUIN

CRISE (Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie)

Institut d'été du CRISE : «Suicide et alcool», jusqu'au 15 juin de 9h à 16h. Pavillon J.-A.-DeSève. **Renseignements :** Jean-Yves Boucher (514) 987-3000, poste 4832 crise@uqam.ca www.crise.ca/fr/instituts_2007.asp?section=instituts& sujet_07

VENDREDI 15 JUIN

Réseau ESG UQAM

Classique annuelle de golf du Réseau des diplômés de l'ESG UQAM, de 8h30 à 21h. Sous la présidence d'honneur de Jean-Marc Eustache, président du Conseil et président et chef de la direction, Transat A.T. Inc. et de Sylvie Roy, vice-présidente, marketing et affaires publiques, Banque Nationale du Canada. Le Parcours du cerf de Longueuil, 2500, boul. Fernand-Lafontaine, Longueuil.

Renseignements : Claire Joly (514) 987-3010 golf.reseaesg@uqam.ca www.reseaesg.uqam.ca

Observatoire des réformes en éducation

Conférence : «Quels sont les divers cadres organisationnels orchestrant les réformes en éducation (dont principalement le Québec) et quelles en sont les incidences émergentes sur la réussite scolaire?», de 13h30 à 15h. Conférencière : Marjolaine St-Pierre, professeure. Pavillon Président-Kennedy, salle PK-5115.

Renseignements : Lorraine Lominy (514) 987-3000, poste 3223 lominy.lorraine-gabrielle@uqam.ca

LUNDI 6 AOÛT

Département de linguistique et de didactique des langues

18^e Colloque international de linguistique historique, Jusqu'au 11 août de 8h à 18h. Nombreux conférenciers. Pavillon J.-A.-DeSève, Salle Marie-Gérin-Lajoie.

Renseignements : Fernande Dupuis (514) 987-3000, poste 8957 dupuis.fernande@uqam.ca www.ichl2007.uqam.ca

Formulaire Web

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante : www.uqam.ca/evenements 10 jours avant la parution. **Dernière parution**

La mère morte : entre secte et sexe

Claude Gauvreau

<< **T**ru-cu-lent! Je ne sais pas pour quoi, mais ces trois syllabes résumant, mieux que n'importe quel compte rendu de revue savante, la situation rabelaisienne dans laquelle je me trouve en ce moment. Le seul fait de le prononcer me confirme, d'ailleurs, combien ce mot est pertinent, et que le fait que j'enfonce mon membre circoncis à l'intérieur de cette chère Simone est vraiment truculent. » Cette scène placée au début du deuxième roman de Robert Gagnon, *La mère morte*, illustre parfaitement le caractère paillard du livre.

Professeur au Département d'histoire, Robert Gagnon est un spécialiste de l'histoire des sciences, de la technologie et de l'éducation. En 1994, il publiait son premier roman, *La thèse*, qui lui a valu le prix Robert-Cliche. «J'aime écrire. Je suis un raconteur d'histoires. Un historien aussi raconte des histoires, mais il doit convaincre ses lecteurs de la vérité de ses conclusions. L'écriture romanesque est plus jouissive parce qu'elle permet d'inventer», précise-t-il.

Les romans de Robert Gagnon sont écrits dans une langue simple, accessible au grand public. «Quand j'ai publié, l'an dernier, *L'histoire des égouts à Montréal*, j'étais conscient que cet ouvrage scientifique s'adressait à un public restreint. Mais avec le roman, je peux toucher un public beaucoup plus large.»



Photo : Charles Audet

Robert Gagnon, professeur au Département d'histoire et romancier.

Malgré quelques passages salaces, *La mère morte* n'est pas, à proprement parler, un roman érotique. Il s'agit plutôt d'une satire de la vie universitaire qui met à nu des relations de pouvoir et... quelques coups bas entre collègues.

Le personnage principal, François Cournoyer, est professeur au Département d'histoire des religions. C'est aussi un hédoniste. Peu sympathique, il vit dans sa bulle, jusqu'au jour où il se trouve confronté à des événements inexplicables. Sa mère, morte il y a plusieurs années, ressuscite et les atomes de l'alliance qu'elle portait au doigt se rematérialisent dans sa boîte à souvenirs. Convaincu de la réalité de phénomènes irréconciliables avec la raison, il rencontre les membres d'une secte, perd la foi en la science et songe

à se suicider.

«Au départ, je voulais écrire un roman très sérieux racontant l'histoire d'un universitaire athée qui a la révélation de l'existence de Dieu. Puis, au fil de l'écriture, ça s'est transformé en quelque chose de drôle», explique l'historien.

Robert Gagnon a en tête un autre roman où la mort sera encore présente et où le personnage de François Cournoyer sera de retour. «Il vivra un grand deuil et le surmontera, prouvant que la vie est plus forte que tout.»

Comme l'a écrit le philosophe Ludwig Wittgenstein, que Robert Gagnon cite en exergue de son roman : «Si l'on entend par éternité, non pas une durée temporelle infinie, mais l'intemporalité, alors celui-là vit éternellement qui vit dans le présent.» •

Soulager la souffrance

Le soulagement de la souffrance devrait être au cœur des préoccupations des spécialistes de la santé. Pourtant, il semble que cette responsabilité ait été progressivement écartée de leur formation et de leur pratique. Serge Daneault, médecin spécialiste des soins palliatifs et professeur à l'Université de Montréal, s'intéresse à cette question dans *Souffrance et médecine*, nouveau titre dans la collection Santé et société des Presses de l'Université du Québec. Véronique Lussier, professeure au Département de psychologie de l'UQAM, et Suzanne Mongeau, professeure à l'École de travail social, ont toutes les deux collaboré à l'ouvrage.

Souffrance et médecine vise, dans un premier temps, à mieux circonscrire ce qu'est la souffrance des personnes touchées par une maladie terminale et ce, en lien avec les services qu'elles reçoivent. Le livre explore aussi les freins organisationnels limitant la capacité des soignants à soulager la souffrance. Enfin, la problématique de la souffrance des soignants eux-mêmes est abordée, de même que des pistes de solution à apporter.



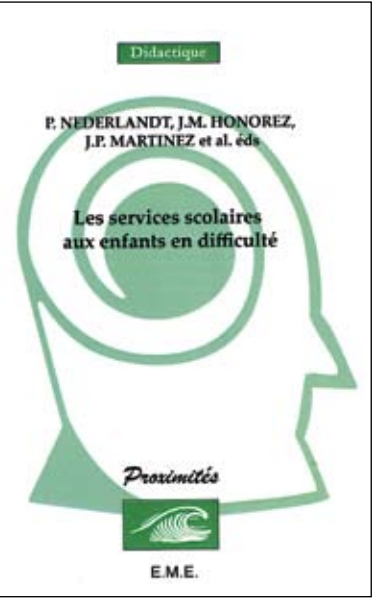
Les services scolaires aux enfants en difficulté

Le Groupe LIRE de l'UQAM et le Département de psychologie de l'Institut libre Marie-Haps de la Haute École Léonard de Vinci à Bruxelles ont lancé le 20 février dernier l'ouvrage collectif *Les services scolaires aux enfants en difficulté*, publié aux Éditions Modulaires Européennes (E.M.E.).

Les textes réunis dans cet ouvrage font le point sur la situation dans différents pays et proposent une réflexion sur la définition des élèves en difficulté d'apprentissage. Une remise en question de certaines classifications y est proposée. De nouvelles voies d'approche et de prise en charge ont été suggérées par certains participants et sont présentées aux lecteurs.

Ces textes constituent un outil de base pour les personnes sensibilisées à la question du dépistage et de la prise en charge des enfants en difficulté. Ils pourront être utiles aux psychologues, psychopédagogues, orthophonistes, logopèdes et enseignants.

Ce livre a été publié sous la direction de Pierre Nederlandt, chef du Département de psychologie de l'Institut libre Marie-Haps, et des professeurs Jean-Marie Honorez et Jean-Paul Martinez du Département d'éducation et formation spécialisées de l'UQAM.

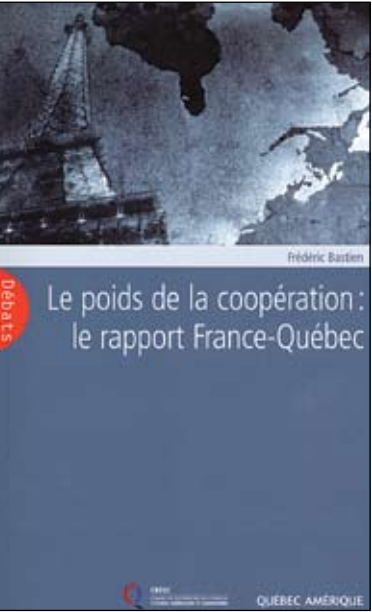


Le Québec et la Mère Patrie...

La France reconnaîtrait-elle une éventuelle victoire du «oui» si un troisième référendum avait lieu? C'est en explorant la coopération entre la France et le Québec depuis près de 50 ans que l'ouvrage *Le poids de la coopération : le rapport France-Québec* apporte une réponse claire : le gouvernement français ne pourrait pas se défilier si les Québécois lui demandaient un jour son aide pour constituer un nouvel État-nation.

Grâce au dépouillement de nombreuses archives inédites, et après avoir réalisé des dizaines d'entrevues avec d'anciens premiers ministres, ministres, diplomates, en plus de recueillir le témoignage de l'amiral Philippe de Gaulle, fils du Général, l'auteur Frédéric Bastien, chargé de cours au Département d'histoire de l'UQAM, journaliste pour l'Agence France-Presse et collaborateur occasionnel du *Devoir* et de *La Presse*, examine en profondeur les échanges politiques, culturels, économiques et autres qui existent entre la France et son ancienne «colonie», tout en expliquant les fondements d'une relation complexe.

L'ouvrage est publié dans la collection «Débats» chez Québec Amérique, en collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en Études québécoises et canadiennes.



La vie à vélo de Marie-Pier Bédard

Pierre-Etienne Caza

Difficile de trouver plus enthousiaste et enjouée que Marie-Pier Bédard par les temps qui courent. Championne québécoise de cyclisme sur route et de cyclo-cross en 2006, l'étudiante au baccalauréat en enseignement secondaire, profil sciences humaines/univers social, a participé à sa première course de vélo au sein de la nouvelle équipe Specialized-Vinci-Menikini, lors du US Open disputé le 7 avril dernier à Richmond, en Virginie. Marie-Pier a terminé dans le peloton de tête, obtenant une 24^e place tandis que son équipe se classait au 7^e rang.

L'équipe n'existe que depuis décembre dernier. «Nous sommes en quelque sorte le club-école de l'équipe féminine italienne Nobili Menikini Cogear, la deuxième puissance mondiale en cyclisme féminin», explique Marie-Pier, qui a pour coéquipières les Québécoises Karol-Ann Canuel, Émilie Roy et Shanie Bergeron. Ce mois-ci, Fabiana Luperini et Élodie Touffet, deux vedettes de l'équipe italienne, se joindront à elles pour deux courses en Arkansas, «une belle opportunité d'apprentissage», avoue Marie-Pier, emballée.

Plusieurs compétitions se succéderont ensuite au pays, notamment l'épreuve de la Coupe du Monde disputée sur le Mont-Royal le 2 juin; le Tour du Grand Montréal, du 4 au 7 juin; le Tour de l'Île-du-Prince-Édouard, du 10 au 14 juin. Puis, les 9 et 10 juillet, Marie-Pier et ses coéquipières prendront part au Championnat canadien disputé en Beauce, puis au Tour de Toona, en Pennsylvanie.

«L'épreuve de Toona comporte les distances les plus longues du circuit féminin, soit deux étapes de 160 kilomètres, explique Marie-Pier. Habituellement, les étapes ont en moyenne entre 100 et 140 kilomètres. Demeurer dans un peloton qui roule à



Photo : Nathalie St-Pierre

Étudiante au baccalauréat en enseignement secondaire, Marie-Pier Bédard fait partie d'une nouvelle équipe cycliste professionnelle.

toute allure pendant les vingt derniers kilomètres supplémentaires n'est pas simulable en entraînement !»

Ça se passe en Amérique!

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le cyclisme féminin est plus populaire ici qu'en Europe. «Les courses dotées des meilleures bourses ont lieu aux États-Unis, explique Marie-Pier, qui a couru à quelques reprises sur le circuit européen en 2004-2005. En Europe, tout l'argent va au cyclisme

masculin. Les Européennes qui participent à la course sur le Mont-Royal n'en reviennent pas qu'il y ait autant de gens pour les encourager. Elles ont l'impression d'être au Tour de France!»

En 2005, Marie-Pier a eu l'occasion de participer à l'édition féminine de la Grande Boucle, avec une équipe du Val d'Oise. «J'ai terminé 38^e au classement général et l'expérience a été fantastique», se rappelle-t-elle. En revanche, elle n'a jamais réussi à ter-

Avis aux mécènes

Sans surprise, le cyclisme coûte cher et les parents de Marie-Pier doivent déboursier beaucoup de sous pour voir leur fille se hisser parmi les meilleures. Ils ont calculé récemment que le coût d'une saison s'établissait à 28 000 \$, incluant les contributions des quelques commanditaires locaux et de l'équipe qui paient les déplacements et les inscriptions aux courses.

Marie-Pier reconnaît que le cyclisme n'attire pas les commanditaires en grand nombre en raison de la médiatisation des cas de dopage. Le phénomène est davantage présent chez les hommes, dit-elle, sans toutefois nier son existence chez les femmes. «Je crois par contre que toutes celles qui désirent un jour avoir des enfants se tiennent loin de tout ça, moi la première.»

miner l'épreuve sur le Mont-Royal, à laquelle elle a participé à trois reprises. «Je ne suis pas une grimpeuse et je suis encore loin d'être l'une des meilleures», avoue-t-elle humblement. La plupart des coureuses s'accordent pour affirmer que l'épreuve du Mont-Royal est la plus difficile du circuit de la Coupe du Monde. Marie-Pier insiste cependant : pour elle, la victoire importe peu, du moins pas tout de suite. «Mon objectif cet été est de me classer parmi les 15 premières lors d'une course aux États-Unis», dit-elle.

Au mois d'août, Marie-Pier et ses nouvelles coéquipières iront en Italie rendre visite à leurs «marraines» et acquérir encore plus d'expérience. «Courir en Europe est totalement différent, explique-t-elle. C'est beaucoup plus technique car les routes sont tellement plus étroites qu'ici en Amérique. Je crois que c'est pour cette raison que les coureuses européennes sont plus agressives. Quand tu es loin en arrière et qu'on te dit à l'oreillette *Monte en avant*, il te faut jouer du coude!»

Préparer l'après-vélo

Marie-Pier a débuté le cyclisme de compétition à l'âge de 11 ans, parce que son frère et ses cousins le pratiquaient. «C'est une histoire de famille, un hobby qui s'est transformé en mode de vie», explique-t-elle. Elle

participe à environ une soixantaine de courses par année, question de garder la forme. Pour avoir une bonne idée de sa passion, il faut l'imaginer en plein hiver, dans le sous-sol de ses parents, à Rosemère, assise sur son vélo, pédalant des kilomètres de routes imaginaires devant le téléviseur, avec le ventilateur qui fonctionne à plein régime. Elle dit consacrer entre 15 et 20 heures à l'entraînement chaque semaine, et cela tout en s'inscrivant à cinq cours par trimestre depuis le début de son baccalauréat. «J'adore le vélo, mais je ne pourrais pas sacrifier mes études, dit-elle. J'ai côtoyé trop de cyclistes qui ont tout misé sur le sport, qui ont craqué sous la pression et qui se sont retrouvés le bec à l'eau.»

Elle vient de terminer son stage de deuxième année dans une classe de secondaire I, à Laval, où elle a enseigné la géographie. Elle a adoré l'expérience. Il ne serait donc pas surprenant qu'elle devienne professeur... ou entraîneuse, car elle a désormais son brevet provincial. Mais d'ici là, il lui reste encore plusieurs milliers de kilomètres d'asphalte à se mettre dans le collimateur. En cyclisme, les femmes performant habituellement entre l'âge de 28 et 33 ans. «J'ai 22 ans et l'avenir devant moi», s'exclame-t-elle, radieuse •

Premier test sur les verts pour les Citadins



Photo : Dominic Lalonde

L'étudiant au baccalauréat en administration Benoît Montmagny, croqué sur le vif l'an dernier au club de golf Royal Charbourg de Québec.

Pierre-Etienne Caza

Les Citadins disputeront leur première compétition de golf de la saison les 19 et 20 mai prochains, dans le cadre du Championnat universitaire

de l'Est du Canada, disputé au club Le Marthelinois de Trois-Rivières. Pour l'entraîneur Dominic Lalonde, qui en est à sa sixième année à la barre de l'équipe, il est trop tôt pour viser la victoire. «Cette compétition permet

d'évaluer nos joueurs et d'acquérir de l'expérience», explique-t-il.

L'entraîneur des Citadins rêve cependant à la reconquête du championnat universitaire féminin, remporté par l'UQAM en 2002 et 2003.

«Karine Desroches, qui faisait partie de l'équipe à l'époque, est de retour avec nous cette année», dit-il, enthousiaste. L'équipe féminine est complétée par les deux golfeuses présentes l'an dernier, soit Julie Dumais, qui avait remporté la médaille de bronze lors du championnat provincial universitaire, et Marie-Ève Lamarre. Du côté masculin, Benoît Montmagny, Mathieu Montmagny et Jean-François Fournier sont de retour, en plus de six nouveaux visages.

Activités de financement

Les Citadins tiendront leur tournoi bénéfice annuel le 10 juin prochain, au club Métropolitain, à Anjou. Cette année, les profits seront versés à l'ensemble des équipes sportives de l'UQAM. «Nous sommes toujours à la recherche de commanditaires, précise Dominic Lalonde, autant pour notre tournoi bénéfice que pour notre saison de compétition.»

Les Citadins invitent également les mordus de golf à se procurer des billets

pour l'Omnium de Montréal, qui sera disputé au club de golf Saint-Raphaël de l'Île-Bizard, du 16 au 19 août prochain. Ce tournoi du circuit canadien est le théâtre du championnat des joueurs et plusieurs golfeurs québécois y prennent part, de même que certains professionnels américains. Chaque billet vendu par l'équipe des Citadins, au coût de 20 \$, plutôt que 35 \$ via le réseau Admission, lui permettra de recueillir 10 \$. Le montant amassé sera dédié aux dépenses à venir des participants aux tournois universitaires. Le billet donne accès aux quatre journées de compétition.

Si vous désirez participer au tournoi bénéfice ou vous procurer des billets pour l'Omnium de Montréal, contactez Dominic Lalonde à l'adresse courriel suivante: uqam@citadinsgolf.com ou visitez le nouveau site Web de l'équipe •

SUR INTERNET

www.citadinsgolf.com